COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°2 (N°84) – 10F — 12 JANVIER 2000

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Retraites, Assurance-chômage, Salaires:

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg et le Medef redoublent de coups contre le prolétariat

Dirigeants syndicaux CGT et FO, FSU et FEN:

Rompez avec le Medef et sa "refondation sociale"! Réalisez le front unique, rompez avec le gouvernement et engagez le combat contre lui!

Retraite à 60 ans : offensive du Medef ...

Le 22 décembre 2000, à l'aube, le patronat a lancé un nouveau défi au prolétariat. Sur la lancée de la victoire qu'est pour lui l'agrément par le gouvernement de la convention Seillière-Notat de destruction de l'assurance-chômage avec le PARE, le Medef s'en prend au droit à la retraite à 60 ans.

C'est sur le terrain des retraites complémentaires que le patronat a choisi de porter le fer, grâce à la participation des dirigeants confédéraux CGT et FO au groupe de travail de la "refondation sociale" créé à cet effet. En conclusion des travaux de ce groupe, le patronat a octroyé une alternative qui rappelle à quel point il est naturel pour les héritiers de maîtres des forges de se comporter en vulgaires maîtres chanteurs.
En effet, le premier terme de l'alternative est qu'un accord soit signé qui instaure le principe de la "retraite à la carte". Cela signifie calculer l'âge de départ autorisé (sans pénalités) individuellement, en retraite en fonction du nombre d'année de cotisations et de l'espérance de vie moyenne. Dans un premier temps, le Medef veut porter progressivement à 45 ans la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une retraite complémentaire à taux plein. Deuxième terme de l'alternative: le patronat cesse de payer, sans attendre 2004, pour l'accord 'ASF', accord qui depuis 1983 assure le versement de la retraite complémentaire à taux plein à l'âge de 60 ans, et qui venait à échéance au 31/12/2000. En conséquence, les retraites complémentaires (en moyenne un tiers du montant total des retraites des salariés) baisseraient de 22%.

Derrière le vocable de "retraite à la carte", l'objectif des capitalistes français et de leur aile marchante, le Medef, c'est de payer le moins possible et le moins longtemps possible pour les retraites. Objectif collatéral: proposer les produits financiers de leurs entreprises comme planche de salut pour éviter des retraites de misère (D.Kessler, artisan de la "refondation"/démolition patronale n'est-il pas patron du premier groupe français d'assurance?)

L'attaque patronale contre les retraites complémentaires est un levier pour faire la même chose dans le régime général. D'ailleurs, le patronat propose de faire entrer sa contre-réforme en vigueur en 2004, pour qu'elle prenne ainsi le relais de la "réforme" Balladur de 1993, qui aura porté, de 1993 à 2003, la durée de cotisation de 37 annuités et demi à 40 dans le privé pour un départ en retraite à taux plein; et baissé le montant des retraites en changeant leur mode de calcul.

(Suite page 2)

Sommaire:

* EDITORIAL P.1
* LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT CPS P.9
* PALESTINE: NOUVELLE PHASE P.11
* CONGRES DU PS: L'ELECTION PRESIDENTIELLE EN LIGNE DE MIRE P.17
* SUPPLEMENT CPS RATP DU 28 OCTOBRE P.22
* LE MOUVEMENT DU PROLETARIAT SERBE ET LA CHUTE DE MILOSEVIC P.24
* OU VA LA RUSSIE ? (DEUXIEME PARTIE) P.30

... et du gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg

Parallèlement à la liquidation de l'ASF par le Medef, le gouvernement de la "gauche plurielle" s'en prend lui aussi aux retraites et pensions. Le ministre Sapin annonçait sur LCI le 3 janvier que le gouvernement "*allait bouger*" sur la question des retraites. C'est être trop modeste: le gouvernement a déjà "bougé". Il a non seulement préservé la contre-réforme Balladur au lendemain des élections de 1997, mais aussi, en particulier, fait adopter la loi sur l'épargne salariale qui est un levier pour que se multiplient des fonds de pension d'entreprises cogérés par les organisations syndicales avec sortie en rente: des pas significatifs vers la retraite par capitalisation, les produits "d'épargne retraite".

Et après l'épargne salariale-fonds de pension, le gouvernement a fait savoir, au travers d'un mémorandum sur les finances publiques de 2002 à 2004 adressé à la commission de Bruxelles le 21 décembre 2000, qu'il comptait bien "*Poursuivre une réforme progressive des retraites*", prétendument "*pour consolider les régimes par répartition*", ce qui selon le gouvernement passe notamment par "*l'alignement progressif de la durée de cotisation sur celle des salariés du secteur privé*".

C'est pour faire avaler cette pilule aux travailleurs de la fonction publique que le gouvernement a constitué un Conseil d'orientation des retraites auquel participent dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU, et FEN.
A ce titre, participant aux travaux de "déminage" au compte du gouvernement, ils sont bien informés, tel Marc Blondel (FO) quand il déclare:

" Si le Premier ministre considère que la retraite à soixante ans n'est plus de mise et qu'elle doit être jetée aux orties, qu'il le dise ! " (le 2 janvier sur LCI)

Et de poursuivre éhontément:

" S'il[Jospin – Ndlr] revient sur un engagement politique, c'est son problème, et les gens jugeront. (...) Ce que j'attends de Lionel Jospin, c'est qu'il prenne ses responsabilités."

Que le gouvernement "prenne ses responsabilités"? Blondel se situe d'emblée sur le terrain qui a permis l'agrément du PARE. Car, effectivement, pour le gouvernement, comme pour le Medef, c'est aux orties que doit être jeté le droit à la retraite à 60 ans ainsi que, d'une manière générale, le régime de retraite par répartition assis sur la solidarité ouvrière ainsi que le code des pensions de la fonction publique.

"Les cinq centrales annoncent qu'elles vont établir début janvier des contre-propositions"

Au sortir de l'ultime séance de négociations avec le patronat, " *les cinq centrales annoncent qu'elles vont établir début janvier des contre-propositions*" (*Humanité* du 26 décembre). Un communiqué CGT affirmait pour sa part que "*les syndicats ont opposé un front commun tout au long de la négociation*"... "front commun" qui rappelle celui établi un temps pour l'Unedic, et qui n'avait alors signifié que l'alignement des confédérations CGT et FO sur les positions CFDT, désarmant ainsi la classe ouvrière, jusqu'à ce que le cheval de Troie cédétiste regagne finalement les pénates patronales.
C'est depuis le siège de la très chrétienne CFTC que, le 5 janvier, les cinq confédérations appelaient pour le 25 janvier à une journée

"d'actions dans les entreprises y compris avec arrêts de travail, rassemblements, manifestations".

Cette forme de journée d'actions éclatées correspond pleinement aux objectifs fixés par le communiqué commun:

" - Poursuivre la négociation afin de préserver le droit effectif à la retraite complémentaire des salariés à 60 ans en garantissant le paiement des retraites sans abattement entre 60 et 65 ans, objet de l'ASF.
- Mettre à profit les années 2001-2002 pour déterminer d'un commun accord les mesures indispensables à mettre en œuvre pour assurer la pérennité des régimes de retraites complémentaires des salariés."

"*Préserver le droit effectif à la retraite à 60 ans*"? Encore faut-il dire clairement par quoi et par qui il est menacé. L'évolution démographique? La réalité, c'est que le chômage, pas la démographie, mine les retraites par répartition assises sur le salaire différé, et donc le patronat et le gouvernement qui en portent la responsabilité.

La réalité, c'est que les capitalistes sont ceux qui menacent les retraites, qui, pour leur taux de profit, cherchent à faire baisser le salaire différé versé au compte des retraites.
Quant au régime des pensions qui est celui des fonctionnaires, rien d'autre ne le menace en fin de compte que les nécessités du capital financier, dont le gouvernement est l'interprète fidèle, de diminuer les déficits et la dette de l'Etat pour mieux financer les allègements de charges, d'impôts, et les subventions massives aux entreprises réclamés par la bourgeoisie.

De tout cela, dans les "mesures indispensables" évoquées par les dirigeants syndicaux, pas un mot. La CFDT est partisane de la "retraite à la carte". Les dirigeants CGT pour leur part mettent en avant :

"l'exigence de réformes positives permettant de faire face aux besoins de financement à moyen et long terme des régimes." (communiqué cité)

Pas question ici de s'en prendre à ceux qui tarissent les sources de financement de la retraite par répartition.

Défendre les retraites complémentaires exige en premier lieu que, au lieu de faire des "contre-propositions" et de demander la réouverture des "négociations", les directions syndicales CGT et FO, et avec elles celles de la FSU et de la FEN appellent les travailleurs au combat en direction de la majorité PS-PCF à l'Assemblée, par exemple en convoquant une manifestation nationale des travailleurs salariés et retraités pour imposer aux députés PS et PCF qu'ils garantissent le maintien effectif de la retraite complémentaire à 60 ans sans abattement, en faisant payer les patrons.
Agir pour imposer cette issue, c'est tirer effectivement les leçons de ce qui s'est passé sur la question de l'Unedic.

Derrière le "chantier" des retraites complémentaires, grâce à l'agrément gouvernemental donné au PARE Seillière-Notat, c'est toute la "refondation"-démolition qui a repris sa marche

Même sans accord à ce stade sur la question des retraites complémentaires, le patronat a de nouveau repris l'initiative. Denis Kessler, vice-président du Medef s'en est félicité sur Europe 1 le 26 décembre en ces termes:

" nous sommes en train à l'heure actuelle d'être les seuls à introduire dans notre pays les réformes indispensables qui nous permettrons d'entrer dans le XXIème siècle dans des conditions qui soient à la fois de compétitivité et d'équité."

Avec l'agrément gouvernemental de la convention Unedic Seillière-Notat (publié le 6 décembre 2000), la "refondation sociale" a été politiquement relancée. L'accord sur "la santé au travail" a été signé par les CFDT-CFTC-CGC. Il organise le démantèlement progressif de la médecine du travail et supprime dans la plupart des branches professionnelles la périodicité annuelle de la visite médicale. Les autres chantiers, tels ceux de la formation professionnelle (que le Medef voudrait voir sortir hors du temps de travail) ou de la "négociation collective" (ainsi le Medef nomme-t-il le processus de casse des garanties collectives de la classe ouvrière), avancent.

C'est en fonction de ces considérants que, le 19 décembre, au terme d'une réunion de bilan d'un an de "refondation sociale", un Ernest-Antoine Seillière jubilant proposait de remettre le couvert pour une année de plus, c'est à dire de reporter la "menace" du départ du Medef des organismes paritaires d'un an et de faire se poursuivre la "refondation" sociale, entreprise systématique de démolition des acquis ouvriers.
Les dirigeants CGT et FO ont annoncé qu'il continueraient de participer, attisant ainsi le feu sous les chaudrons patronaux.

Pourtant, entre juin et novembre 2000, tout l'édifice de la "refondation sociale" a vacillé. Le refus des dirigeants CGT et FO de signer les différentes moutures de la nouvelle convention d'assurance-chômage contenant le PARE de Seillière-Notat a objectivement constitué un obstacle tant à l'agrément gouvernemental qu'à la poursuite des autres "chantiers" de la refondation sociale, comme suspendus en l'air (ainsi l'était notamment celui de la Santé au travail).

L'agrément du PARE n'était pas inéluctable

Bien que n'ayant pas signé les différentes moutures de la convention Unedic Seillière-Notat, les dirigeants CGT et FO, ainsi que nous l'écrivions dans le numéro 82 de *Combattre pour le Socialisme*, *"se sont employés à conjurer l'éventualité d'un enrayement de la refondation sociale aussitôt que leur refus de signer le projet de convention sur l'assurance-chômage l'ait mis à l'ordre du jour"*.
Au lieu d'en appeler à l'intervention de la classe ouvrière, ils se sont tournés vers le gouvernement pour lui demander "d'arbitrer". Ainsi rasséréné, celui-ci a fait ce pourquoi il a été formé: satisfaire les revendications patronales. Dirigeants CGT et FO se sont cantonnés sur le terrain des recours juridiques et de la diplomatie secrète avec le gouvernement, appelant pour donner le change à une "journée d'action" (CGT) fourre-tout le 9 novembre.

Ils auront obtenu pour leur compte dans la dernière mouture de ne plus être exclus de la gestion de l'Unedic, sans avoir pour autant à participer aux "commissions paritaires" chargées d'instruire la chasse aux chômeurs, commissions réservées, aux signataires de la nouvelle convention.

Ils auront également obtenu du gouvernement un texte d'agrément qui, au mépris des faits, et notamment de l'article premier du nouveau règlement de la convention Seillière-Notat, prétend que le PARE ne serait pas obligatoire. Ce texte a pour fonction de permettre aux dirigeants CGT et FO d'annoncer, que finalement, rien de si grave ne s'est produit, comme le fait J.Lazare (CGT) dans la *VO* du 15 décembre 2000:

"Je pense qu'on peut s'appuyer sur le contenu du rapport du gouvernement sur l'agrément pour combattre efficacement l'opération d'exclusion du Medef à l'égard des chômeurs qui ne rentreraient pas dans le rang."

Le PARE devrait donc entrer en vigueur contre les travailleurs qui seront licenciés à compter de l'été 2001.
Financé avec le salaire différé des travailleurs, le PARE servira à contraindre les chômeurs ayant travaillé à se plier aux desiderata patronaux: accepter une formation, un emploi au rabais contre leurs qualifications reconnues. La destruction de l'assurance-chômage est désormais engagée, par l'utilisation des cotisations ouvrières comme instrument non plus d'indemnisation mais de sélection entre les travailleurs jetés au chômage (sélection que les Ponce Pilate qui dirigent les confédérations ouvrières CGT et FO ne pouvaient prendre en charge et laissent à la CFDT, la CFTC et la CGC le soin de faire).

Reste néanmoins pour le gouvernement à faire voter les quelques mesures législatives prévues dans la convention Seillière-Notat. Or, de crainte de faire capoter un projet de loi "fourre-tout" en débat à la mi-janvier à l'Assemblée nationale, le gouvernement a retiré les dites mesures. Autrement, il risquait de ne pas avoir de majorité à l'Assemblée pour voter son projet de loi.
Cela le confirme: l'agrément du PARE n'était en rien inéluctable. *CPS* avait pour sa part tracé une orientation à même de l'empêcher (dans un supplément du 28/10/2000):

"Dirigeants des confédérations CGT et FO, vous n'avez pas signé la convention Seillière-Notat ! vous prétendez qu'il faut la combattre, alors engagez vous clairement. Votre responsabilité c'est de réaliser le front unique en appelant ensemble à:
Une manifestation de l'ensemble des travailleurs à l'Assemblée nationale pour imposer à la majorité des députés du PS et du PCF de décider contre le gouvernement :
Pas d'agrément de la convention Seillière-Notat ! Bas les pattes devant l'Unedic !"

"Je n'accepterai pas de me faire dicter ma politique par le PS !" (Guigou)

Que cette orientation répondait à la situation politique, le congrès du Parti Socialiste en a donné l'illustration.
Il faut en effet relever que c'est la question de l'Unedic et de l'agrément donné au PARE qui a fait échoué la "synthèse" attendue entre les courants du PS, le courant Emmanuelli en particulier faisant du refus de l'agrément au PARE un préalable. V.Peillon, porte-parole du PS, rapportant les débats, sur cette question, reprochera à H.Emmanuelli de s'être:

" engagé vers ce préalable qui est de demander à un parti qui cherche la cohérence et le sérieux de se mettre en contradiction totale avec l'action du Gouvernement sur une question essentielle."

La question de l'agrément à la convention Seillière-Notat a donc traversé le PS, conformément à sa nature de parti ouvrier bourgeois parlementaire, sans intervention directe de la classe ouvrière (ce dont les directions confédérales CGT et FO portent l'entière responsabilité). Comme l'indique lui-même V.Peillon, c'est bien la question de la rupture du PS avec le gouvernement qui s'est posée. A sa façon, la prétentieuse Elizabeth Guigou, prise à parti sur l'Unedic et sur les salaires, l'a exprimé en laissant s'échapper ce cri du cœur: "*Je n'accepterai pas de me faire dicter ma politique par le PS !*" (*Le Monde* du 28 novembre).

Evidemment, s'il ne s'agissait que du PS, tous courants confondus, ni Guigou ni le gouvernement n'auraient de craintes à avoir (voir l'article sur le PS dans ce numéro). Mais sans doute Guigou a–t-elle en mémoire le mouvement des travailleurs des finances de février-mars 2000 et le fait que leur volonté d'arracher le retrait du "plan Sautter" (qu'ils obtiendront) avait eu d'importantes répercussions au sein du groupe parlementaire PS. Sans doute Guigou est-elle encore marquée par les pétitions, délégations, occupations de permanences (jusque dans sa terre d'élection, le Vaucluse) que le PS a subi de la part des enseignants et des travailleurs des finances. On peut le mesurer jusque dans les déboires anecdotiques de C.Sauter, auquel la section PS du XII° arrondissement de Paris a refusé de confier un rôle de premier plan pour les municipales, contre la volonté de B.Delanoé, leur chef de file, et derrière celui-ci la volonté de Lionel Jospin.

Elizabeth Guigou craint, ainsi que tous ceux qui utilisent le PS comme marchepied, de voir ne serait-ce que s'esquisser la volonté du prolétariat de "dicter" ses volontés au PS. Et c'est précisément cette possibilité sous-jacente qui s'est exprimée et s'exprime aussi bien sur la question de l'Unedic que sur celle des salaires, autre point de clivage au congrès du PS.

Salaires: le gouvernement veut clouer les fonctionnaires au pilori

La décision du gouvernement de baisser le pouvoir d'achat des fonctionnaires pour l'an 2000 est d'une grande importance. Le gouvernement la justifie en effet au nom des gains de pouvoir d'achat qui auraient été réalisés sur 1998 et 1999. Pour le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg, les gains de pouvoir d'achat, l'amélioration même minime des conditions d'existence des travailleurs doivent être prohibés. Et c'est donc pour l'édification de l'ensemble du prolétariat que les agents de la fonction publique sont ainsi cloués au pilori de la baisse du pouvoir d'achat.

Après deux "rounds" de négociation salariale, les fédérations syndicales sont de nouveau convoquées pour le 18 janvier. Mais accepter de poursuivre les "négociations" sur ces bases revient tout simplement à "négocier" l'ampleur de la baisse du pouvoir d'achat. Pour ce 18 janvier, les fédérations CGT et FO ont appelé, séparément, à une journée de grève. La FSU, à quelques jours de l'échéance, entretenait un flou démobilisateur sur ses propres intentions. De toute façon, cette journée d'action s'inscrit totalement dans le cadre de la poursuite des "négociations".
Au contraire, dirigeants CGT, FO, FSU et FEN doivent rompre ces "négociations", exiger le maintien du pouvoir d'achat pour l'an 2000. Pour cet objectif, il est nécessaire qu'ils engagent sans attendre la préparation de la grève générale de la fonction publique.
Aux arguments du gouvernement sur les "gains" réalisés en 1998 et 1999, ils doivent opposer l'exigence: rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982, garanti par l'indexation des salaires sur l'inflation.

Le combat pour le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires sur l'année 2000 exige en réalité – et c'est pourquoi les dirigeants fédéraux refusent de le mener – que soit infligée une défaite politique au gouvernement sur cette question centrale.

La question des salaires: un concentré de toute la politique du gouvernement

La lutte pour la "modération salariale" caractérise le gouvernement de la "gauche plurielle" depuis sa constitution. Les deux lois Aubry d'ARTT en ont été et demeurent le principal levier dans le secteur privé, à partir duquel se sont multipliés les accords de branche et d'entreprise ajoutant à la flexibilité la baisse des salaires réels voire nominaux.
Alors que de plus en plus, les revendications salariales du prolétariat tendent à s'exprimer, le gouvernement maintient son cap. Ainsi, le "plan Fabius" de réduction d'impôts contenait une clause supposée contrebalancer les baisses d'impôts consenties aux plus riches: un allègement de CSG sur les bas salaires. Cette clause avait en réalité comme objectif premier d'aider les patrons à refuser les augmentations de salaires dans les entreprises au nom de la hausse du salaire net ainsi "offerte" par le gouvernement.

La décision du conseil constitutionnel sur demande des partis bourgeois de censurer cette disposition a fait

resurgir ce qui devait être ainsi exorcisé: le débat sur l'augmentation des salaires, qui a immédiatement refait clivage au sein du PS. Que l'on se rassure: Emmanuelli, par exemple, proposait de compenser l'augmentation du SMIC par des baisses de "charges sociales"... Néanmoins, ne redoutant aucun prodige d'imagination quand il est question de refuser l'augmentation des salaires, le gouvernement, suivi par le PS, s'est rallié à l'idée de "l'impôt négatif", le rebaptisant "prime de pouvoir d'achat" pour estomper la gémellité de cette proposition avec celle émise par Chirac, Madelin, et avant eux tout un cortège "d'économistes néo-libéraux".
Dans cette dernière catégorie, le nommé Pisani-Ferry, conseiller de D.Strauss-Kahn, a remis au gouvernement – sur mandat donné par ce dernier – un rapport l'appelant à "*ne pas tourner trop brutalement la page de la modération salariale*" (selon *Le Monde* du 6 décembre 2000), l'engageant à instaurer un "impôt négatif" et de "modifier le calcul des retraites", afin "d'inciter au travail" (c'est-à-dire à accepter des emplois à temps partiel et sous-payés).

Ce rapport revendique l'objectif du "plein emploi".
On sait ce que cela veut dire: c'est le modèle américain auquel il est fait référence, dans lequel l'accroissement de l'exploitation, de l'extorsion de la Plus-Value relative (flexibilité) et absolue (baisse des salaires) a été poussé très loin dans des conditions politiques spécifiques, permettant aux puissants groupes américains appuyés sur l'appareil d'Etat de la première puissance mondiale d'engranger des profits formidables ces dernières années.
Mais même ainsi, la croissance économique ne peut durer qu'un temps.

Coup de froid sur l'économie mondiale

Précisément, des USA vient une nouvelle très importante bien qu'attendue: la phase de croissance économique dans ce pays touche à sa fin. Les "profits warning", message d'alerte sur les profits inférieurs aux prévisions, tombent en cascade. Les géants automobiles annoncent licenciements et fermetures d'usines partout dans le monde. Dans le secteur Internet, les suppressions d'emplois pleuvent (près de 40 000 sur le second semestre 2000).

L'indice Nasdaq, marché boursier consacré au secteur des nouvelles technologies, baptisé présomptueusement "nouvelle économie", s'est effondré (-50% de mars à fin décembre). La surspéculation spécifique à ce secteur a crevé, retombant comme un soufflé avec les espoirs de profits déçus.

En fin de compte, c'est une baisse générale du taux de profit qui se manifeste (ce dont la baisse des taux pratiqués par la réserve fédérale prend acte). Elle met à l'ordre du jour une récession économique aux USA.
Du même coup l'Euro remonte face au dollar. Mais quels ques soient les discours rassurants tenus de ce côté-ci de l'Atlantique, le sort de l'économie mondiale est suspendu à l'ampleur du ralentissement américain. Selon *L'Expansion* du 04/01, les USA connaîtraient une croissance de 1,5% pour 2001 tandis que le Japon, deuxième puissance économique mondiale, serait de facto en récession avec une stagnation de son PIB.

Inéluctablement, comme ce fut le cas en 1990-91, le ralentissement américain sera exporté vers le vieux continent. Mais ces prévisions, bien qu'elles ne soient que des prévisions, doivent être éclairées par un rappel sur la crise économique et financière qui éclata en Asie du sud-est en 1997 et dont les répercussions furent mondiales ("trou d'air" sur la croissance en Europe, crises en Russie et en Amérique Latine). Car c'est alors la force d'entraînement de la locomotive nord-américaine qui permit d'éviter que ces crises en chaîne n'aillent plus loin.
Le ralentissement économique des Etats-Unis conjugué à la stagnation japonaise remet à l'ordre du jour de telles crises, peut-être pires encore, car dans l'intervalle, aucun apurement même partiel de la sphère du crédit, des montagnes de capital fictif, ne s'est opéré, au contraire (la chute du Nasdaq donne une idée de l'ampleur de la purge générale nécessaire). Tous les spectres que les mythes de la "nouvelle économie" et de la "mondialisation" voulaient exorciser vont revenir hanter le mode de production capitaliste.

Les conséquences pratiques, les capitalistes n'attendront pas pour les tirer: justifier ainsi de nouveaux "sacrifices" que le prolétariat devrait leur consentir, pour l'intérêt de tous, cela va de soi. Et c'est d'autant plus vrai pour la France que la bourgeoisie française vient de subir un véritable recul au sein de l'Union Européenne au terme du sommet de Nice.

Union Européenne: l'impérialisme français fait fiasco à Nice

Le sommet de Nice devait accoucher d'une réforme institutionnelle permettant à l'Union Européenne de gérer son extension à l'est de l'Europe. Comme on pouvait s'y attendre, ce sommet a accouché d'une monstruosité juridique, conséquence de l'absence d'intégration économique, et pour tout dire, d'Europe unie. Mais ce sommet restera marqué par le fiasco de l'impérialisme français qui aura échoué sur presque toute la ligne, malgré une débauche d'efforts qui lui vaudra une reconnaissance ad hoc dans les autres pays européens:

"Pour de nombreux observateurs, le sommet de Nice restera comme la réflexion de l'homme qui en fut le président : illogique, irrationnel, en proie à des crises de nerfs, politiquement opportuniste, préoccupé par des problèmes intérieurs et sans aucune vision européenne."
(le *Guardian*, quotidien britannique)

Au final, le sommet de Nice consacre le décrochage irréversible entre la France et l'Allemagne. Cela eût été de toute façon le cas par le simple jeu de l'intégration à l'UE de nombreux satellites de l'impérialisme allemand à l'est de l'Europe. Mais le traité de Nice en rajoute:

"Les trois grands succès allemands à Nice sont: l'obtention de 27 sièges de plus que les trois autres

«grands» pays au Parlement européen, un «filet de sécurité» prenant en compte son poids démographique lors des votes au Conseil et une nouvelle conférence constitutionnelle en 2004.
Pour mémoire, avant Nice, les diplomates allemands étaient loin de réclamer tout ce qu'ils ont finalement obtenu: ils demandaient soit la prise en compte du poids démographique lors des votes au Conseil, soit un plus grand nombre de députés européens; ils ont obtenu les deux.
(...) Pour une partie de la presse allemande, l'arrogance française n'a reçu là que ce qu'elle mérite depuis longtemps: l'Allemagne réunifiée, replacée au «cœur» de l'Europe par l'élargissement à venir, «s'est émancipée de la France», *se félicitait vendredi le quotidien* Süddeutsche Zeitung. *Du fait de la puissance allemande retrouvée, la relation franco-allemande* «ne pourra plus jouer son rôle central» *en Europe, poursuit le journal.*
Pour nombre de dirigeants allemands, ce déséquilibre semble dangereux. Joschka Fischer semble effondré par le succès empoisonné remporté à Nice. «Sans la France, l'Europe ne fonctionnera pas», *répète-t-il"*
(*Libération*, 16 décembre 2000).

Les inquiétudes de J.Fischer ne sont pas feintes: pour diriger l'UE, l'impérialisme allemand a besoin de la France à ses côtés, et il convient donc de la ménager. Mais cette inquiétude a pour source précisément le recul de l'impérialisme français et l'exprime sans détours.

A l'occasion du sommet de Nice: manifestation(s) en couverture du gouvernement

Pour l'ouverture du sommet de Nice, plusieurs manifestations étaient convoquées, environnées du spectacle itinérant qui donne des représentations à chaque réunion d'instances multinationales (FMI, OMC, UE, etc.). La principale manifestation était celle qu'organisait la Confédération Européenne des Syndicats (CES), le gros des troupes étant fourni par l'appareil CGT qui avait largement mobilisé (les nouveaux convertis à la CES sont les plus fervents). Il se serait agi d'exiger " *une nouvelle construction européenne fondée sur des droits sociaux, des coopérations, des engagements de cohésion et de solidarité entre pays*" (Communiqué CGT du 12 décembre).

Mais la CES inscrit son action dans le cadre de l'UE, elle est moulée dans les instances "sociales" de l'Union Européenne auxquelles les syndicats membres participent. Et cette "Union Européenne" n'est "union" que lorsqu'il s'agit pour chaque bourgeoisie de s'appuyer sur les autres pour pousser les feux de la "déréglementation". En aucun cas la C.E.S. ne peut servir à défendre une quelconque revendication ouvrière.

Comme le calendrier fait parfois bien les choses, il se trouve qu'à la veille du sommet de Nice, une occasion se présentait pour qui entend réellement combattre les conséquences néfastes de la participation à l'Union Européenne. L'Assemblée nationale examinait en effet le 5 décembre un projet de loi autorisant le gouvernement à transposer par voie d'ordonnances une ribambelle de directives de l'Union Européenne. Parmi celles-ci, une directive d'encadrement réglementaire du travail des enfants à partir de 13 ans dans certaines conditions. Encore: une directive impliquant la refonte totale du code de la mutualité française. C'est la transposition de cette directive qui a précipité la décision des fonds de pension ouverts aux fonctionnaires (tel le Cref) de diminuer d'un coup de 16% les pensions qu'ils servent.

Ce projet de loi anti-démocratique (par ordonnances), réactionnaire, n'est pas passé sans frictions. Les députés PCF notamment s'y sont opposés. Mais ce projet est passé. Il en serait allé autrement si les confédérations ouvrières avaient organisé la mobilisation en direction de l'Assemblée nationale, à Paris. Mais elles appelaient à manifester à Nice le lendemain, laissant les mains libres au gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg.

Comment pourrait mieux s'illustrer le caractère de couverture du gouvernement de telles manifestations?

Le gouvernement attise la "réforme de l'Etat"

Le 27 novembre, fort du refus des fédérations de fonctionnaires de rompre les négociations salariales (la FSU préparait elle aussi une manifestation à Nice), Sapin, ministre de la fonction publique, proposait d'élargir le cadre des discussions au thème des "négociations" dans la fonction publique. Son axe: "*que le contrat collectif puisse exister dans la fonction publique*".

il remettrait aussi en cause l'« action syndicale exclusivement revendicative » *développée par la CGT, FO ou la FSU, qui ne craignent parfois pas, explique le ministre sans les citer, de* « feindre d'entrer en négociations en se résignant d'avance à un échec, voire en le souhaitant intimement ». (*Le Monde* du 28/11).

M.Blondel a traduit cette notion d'un bon mot: c'est vouloir appliquer "*la refondation sociale*" à la fonction publique. Avant de déclarer, fidèle à lui-même et à l'appareil confédéral FO: "*l'affaire mérite d'être examinée*".
Tout comme pour la "refondation sociale" du Medef, la rhétorique du "contrat collectif" est un nouveau biais pour morceler les agents de la fonction publique, mettre leurs statuts en pièce, bref, faire la "réforme de l'Etat" dont Sapin est le ministre en titre, en associant les organisations syndicales.
D'ores et déjà, c'est dans cette direction que se sont engagées les discussions dans chaque ministère sur l'application du décret d'aménagement du temps de travail dans la fonction publique. Au lieu de boycotter ces discussions et d'exiger l'abrogation du décret les encadrant, l'ensemble des fédérations de fonctionnaires y participent, "négociant" l'annualisation et la flexibilité. De la même manière, elles ont toutes (sauf la CGT) signé le protocole de résorption de la précarité, qui entame la

liquidation des concours nationaux de recrutement et avec elle un régime de recrutement à la tête du client. Transcrit sous forme de loi, ce texte, voté par le RPR, a été enrichi au passage, à titre exceptionnel paraît-il (mais toute règle commence par des exceptions), de la création d'un nouveau statut: celui des agents de la fonction publique territoriale embauchés avec un CDI de droit privé.

Justement, le rapport Mauroy sur la décentralisation prône d'utiliser plus les "avantages" qu'offre le statut de la fonction publique territoriale en proposant notamment d'y basculer les personnels ouvriers et de service travaillant dans les établissement scolaires. Le transfert des agents de la fonction publique d'Etat à la territoriale est aussi au menu du projet de loi annoncé sur la Corse.

En toile de fond: le lancinant besoin du corporatisme

"Refondation sociale", "réforme de l'Etat" concourent au même objectif: casser les garanties collectives de la classe ouvrière pour l'atomiser comme classe, la réduisant à merci devant les capitalistes. Pour cela, la "refondation sociale", la "réforme de l'Etat" s'appuient, comme la loi Aubry d'ARTT et la loi sur l'épargne salariale, sur l'engagement des directions syndicales à faire des syndicats les instruments de cogestion de la mise en place de l'intensification de l'exploitation, dénaturant encore leur caractère d'organisations syndicales ouvrières.

Par d'autres voies que celles empruntées en 1958, c'est néanmoins l'entrée dans un régime corporatiste qui se trouve tout au bout de ce processus de cogestion sans cesse croissante, d'association sans cesse plus étroite des directions syndicales à la destruction des acquis ouvriers. En fin de compte, c'est un tel régime dont a besoin la bourgeoisie française. Mais les tentatives d'y aller en force ont finalement échoué face à la résistance du prolétariat. De là découle d'ailleurs en fin de compte la crise des partis bourgeois essentiels dont c'était la mission et le programme. Avec un langage de consultante en marketing, M.Alliot-Marie, présidente du RPR le reconnaît:

"nous avons, en effet, une difficulté particulière. Madelin bénéficie du prisme de lecture qu'est le libéralisme. Pour Pasqua, c'est le nationalisme. Pour Bayrou, l'Europe fédérale. Pour Hollande, c'est, à mon sens, le social réglementé. Pour nous, c'est plus complexe, notamment pour toute cette génération qui n'a pas connu la période du gaullisme historique.

Le gaullisme est perçu comme une référence plus abstraite que le libéralisme ou le fédéralisme européen. Aussi je pense que, plus que des propositions, il manque une ligne directrice qui donnerait la grille de lecture de ce que nous faisons. "(*Le Monde* du 6 décembre 2000)

Mais le "*gaullisme historique*" a été touché à mort par la grève générale de mai-juin 1968, grève dont le verdict a été exécuté en mai-juin 1981 par l'élection d'une écrasante majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Privé de sa "ligne directrice", le parti gaulliste est rangé derrière un ectoplasme de de Gaulle empêtré dans les "affaires" et qui a échoué systématiquement, non pas à s'en prendre au prolétariat, mais à renouer avec la voie originelle de la 5ème République pour instaurer le corporatisme: le pouvoir fort, le bonapartisme.

C'est cet échec fondamental qui obère les plans de fusion/recomposition des partis bourgeois qui apparaissent de ci de là à l'initiative discrète de l'Elysée – et qui sont d'abord faits pour isoler le seul rival possible de Chirac à l'élection présidentielle: Bayrou. Signe révélateur: ces multiples plans et leurs hérauts (Juppé, Balladur, Sarkozy) sont dans l'attente ... d'un désastre aux municipales (perte éventuelle de Paris et Lyon) pour se déployer pleinement...

Ces développements rendent plus frappant encore de voir à quel point le gouvernement, et à sa suite le PS, le PCF, franchissent degré après degré dans le soutien ouvert à la 5ème République.

Jospin: vive la 5ème République!

Il faut d'abord le rappeler, d'autant que tout est fait pour que l'on considère cela comme normal: l'acte de naissance du gouvernement de la "gauche plurielle" en juin 1997 est la protection de Chirac contre les conséquences de l'échec de la dissolution. Cette marque originelle, motivée par la volonté de préserver la stabilité politique en France nécessaire à la mise en œuvre du programme des "contre-réformes" capitalistes, s'est étendue.

Ce n'est en effet que de la volonté du gouvernement, et derrière lui du PS et du PCF, qu'un homme dans la situation de Chirac peut encore se maintenir à la tête de l'Etat, ce qui serait sans doute inimaginable en dehors de l'existence de la 5ème République. Et encore: c'est en défense de celle-ci que des journaux comme *Libération* demandent, sous la plume de Serge July, la démission pure et simple de Chirac, tandis que *Le Monde*, traduisant peut-être la volonté de cercles du Capital ralliés à la candidature Bayrou, fournit presque quotidiennement la matière à la mise au ban de Chirac.

Mais le gouvernement dirigé par Jospin, appuyé sur une décision "opportune" du conseil constitutionnel, a interdit que l'on touche à Chirac. Un trublion comme A.Montebourg, député PS qui demande la comparution de Chirac en haute cour de justice, a été mis en quarantaine lors du congrès du PS.

Avec l'opération quinquennat, une véritable union sacrée avait été réalisée autour de la 5ème République. L'échec de Chirac à se faire plébisciter sur cette base ne l'a pas effacée. C'est dans la droite ligne de cette vénération quasi-unanime de la 5ème République que doit être comprise la modification du calendrier électoral plaçant l'élection présidentielle avant l'élection législative.

Jospin, posant sans vergogne au professeur ès gaullisme, revendique haut et fort la "logique des institutions" pour motiver sa décision. Le PS s'y est aussitôt rallié.
De la même manière que Jospin juge plus facile de l'emporter contre Chirac grâce aux "affaires" et qu'il vaut mieux pour cela éviter que les législatives n'interfèrent en intervenant avant les présidentielles, le PS considère qu'il lui sera plus facile de remporter les législatives une fois Jospin élu. Savant calcul qui aura considérablement aidé les députés PS à boire la potion de "l'esprit de la 5ème République" jusqu'à la lie.

Le PCF recherche "un os à ronger"

Tandis que le PS revendique contre le RPR sa fidélité à l'esprit des institutions gaullistes, la lente agonie du PCF connaît quelques développements remarquables.
L'Humanité mise sous perfusion par le gouvernement de la "gauche plurielle" (qui lui offre plusieurs millions de remise de dettes dans le budget 2001), n'en va pas moins procéder à d'importants licenciements (un tiers des effectifs), et, surtout, va ouvrir son capital. Interviewé dans *Libération* du 15/12/2000, au journaliste qui le nargue en évoquant l'entrée dans le capital de Bouygues, Vivendi ou Lagardère, le nouveau directeur de l'Humanité répond sobrement: "*nous sommes très ouverts*".

Il faut bien l'être en effet au PCF par les temps qui courent. Les fanfaronnades de Robert Hue sur le "rôle indispensable" du PCF au sein de la "majorité plurielle" s'effacent. *Libération* du 7 décembre rapportait ce qui suit au lendemain d'un déjeuner des leaders de la "majorité plurielle" à Matignon:

"La nouvelle convention Unedic, le travail de nuit des femmes, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la torture durant la guerre d'Algérie (refusée sèchement par Jospin), l'adaptation de directives européennes à la législation française (lire page précédente), et bien évidemment l'inversion du calendrier: autant de points de fixation qui nourrissent une certaine amertume côté PCF. «Il y a un raidissement incompréhensible de Jospin. Nous n'avons même pas d'os à ronger», *estime un communiste."*

"L'os à ronger" jeté au PCF sera finalement une commission étudiant la mise en place d'une "allocation autonomie" pour la jeunesse... dont l'essence est (comme "l'impôt négatif"... et le PARE) de conditionner une aide au niveau du RMI à l'acceptation d'activités au rabais.

Le PCF joue un rôle fondamental en fermant la porte à toute alternative au gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg, et en portant la politique du gouvernement par le truchement de l'appareil CGT. Mais la proximité des échéances électorales remet en évidence le fait que le PCF peut être rapidement rayé de la carte en perdant municipalités et sièges de députés par dizaines, et qu'il doit sa survie politique au PS, c'est à dire aujourd'hui à son soutien dévoué au gouvernement.

Contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg, front unique des organisations syndicales, pour un gouvernement PS-PCF sans représentants d'organisations bourgeoises

Alors que se dessinent les échéances électorales, pour le prolétariat et la jeunesse, la question se pose chaque jour avec force: combien de temps encore faudra-t-il supporter ce gouvernement qui sur tous les plans s'en prend aux acquis ouvriers, marche sur les brisées de la refondation sociale du Medef?

A ce gouvernement et sa politique, existe une alternative, que les mouvements de février et mars 2000 dans l'enseignement public et aux finances ont cherché à dégager: imposer aux députés PS et PCF à l'Assemblée nationale qu'ils cessent de soutenir ce gouvernement, qu'ils rompent avec lui, qu'ils constituent un gouvernement sans représentants des formations bourgeoisies composant la "gauche plurielle".

De ce gouvernement, les masses exigeraient qu'il mène une politique conforme à leurs besoins et aspirations, ce qui exige de rompre avec la loi capitaliste du profit, avec les exigences du capital financier.

Pour que s'ouvre une telle issue, il est nécessaire de combattre sur la ligne de la rupture des organisations syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes avec le gouvernement et le Medef, pour le front unique de ces organisations contre le gouvernement et sa politique.

C'est dans ce combat, sur cette perspective, que se dégageront les éléments pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Le 12 janvier 2000

Les militants interviennent et informent Cps

Intervention de M.Debair au congrès départemental de la FSU 93 (15/12/2000)

(La camarade était déléguée à ce congrès pour lequel elle avait soumis au vote des syndiqués un texte "pour un syndicalisme lutte de classe" qui a recueilli 1,24% des voix).

Camarades, le premier point sur lequel je veux intervenir est la situation en Palestine. La responsabilité de la FSU est directement engagée.

Palestine

Ces dernières semaines, l'armée israélienne a abattu de sang-froid des centaines de palestiniens, en a blessé et mutilé des milliers. J'estime pour ma part que ce nouveau massacre exprime la nature même de l'Etat d'Israël, état colonial, état raciste, qui s'est construit par des vague successives de terreur et de destruction pour refouler sans cesse le peuple Palestinien. L'exil contraint de millions d'entre eux, la spoliation dont ils sont les victimes, la répression, la guerre, ne prendront fin qu'avec l'existence de l'Etat d'Israël lui-même.
La nouvelle vague de répression lancée par le gouvernement Barak a pour but d'amener les palestiniens à se soumettre aux exigences carnassières d'Israël dans le cadre étouffant du "processus de paix" que la direction de la FSU soutien alors qu'il ne s'est agi, depuis le début c'est à dire l'anéantissement de l'Irak en 1991 d'un processus de "pacification", d'enfermement des palestiniens dans des cages "autonomes" tandis que la colonisation continuait tambour battant.

Je le répète, la responsabilité de la direction de la FSU est engagée. Les palestiniens ne doivent pas rester isolés face à la répression, il faut en appeler à la mobilisation des enseignants, de tous les travailleurs et jeunes, pour la défense du peuple palestinien.
Dans l'urgence, la responsabilité de la direction de la FSU, c'est d'appeler sans attendre, et de mobiliser réellement pour: une manifestation nationale à l'ambassade d'Israël sur les mots d'ordre:
Halte au massacre du peuple palestinien
Droit des masses palestiniennes à exprimer et combattre pour leurs revendications nationales.
Et la direction nationale doit s'adresser aux organisations syndicales enseignantes, étudiantes, ouvrières, au PS et au PCF pour qu'ils fassent de même.

Telle est la proposition que je soumets au vote du congrès départemental pour qu'il l'adresse sans délai à la direction nationale de la FSU.

Salaires

Le deuxième point sur lequel je veux intervenir est la question des salaires. Notre congrès intervient alors que le gouvernement de la "gauche plurielle" vient de décider brutalement la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires pour l'année 2000 (tandis qu'il baisse le taux d'imposition de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu). Le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg justifie cette attaque au nom des gains de pouvoir d'achat qui auraient été réalisés sur les années 98 et 99. Mais depuis 1982, c'est de 15% au moins que notre pouvoir d'achat a diminué!

Il devrait aller de soi que le rôle de la FSU et de ses syndicats n'est pas d'entériner la baisse du pouvoir d'achat. Pour cela, la direction de notre fédération doit poser en préalable à toute négociation le maintien du pouvoir d'achat sur l'année 2000, refuser de participer à toute "négociation" si ce préalable n'était pas satisfait, et avertir le gouvernement qu'en cas de refus de sa part de céder la FSU et ses syndicats s'engageraient dans la préparation de la grève générale de toute la fonction publique, dans l'unité avec les autres organisations et fédérations syndicales de la fonction publique, pour le maintien du pouvoir d'achat.

Mais justement, au sujet des "négociations" salariales, le gouvernement, par la voix de Sapin, a annoncé qu'il voulait franchir un pas de plus dans le démantèlement du statut des fonctionnaires en donnant force de loi aux accords Etats/Syndicats passés dans tel ou tel ministère. Ce serait l'atomisation de nos garanties statutaires qui serait ainsi programmée. C'est le troisième point sur lequel je veux intervenir.

Défense du statut

Car la casse des garanties statutaires est déjà l'objectif du décret d'application de l'ARTT dans la fonction publique. Il a comme cadre l'annualisation du temps de travail (soit la suppression de la rémunération des heures supplémentaires), et une flexibilité considérable. Or, les dirigeants de la FSU et de ses syndicats se sont déclarés prêts à discuter de l'application de ce décret. Au contraire, ils doivent annoncer qu'ils boycotteront toute réunion visant à l'application de ce texte, et en demander l'abrogation.
Casser les garanties statutaires, tel est enfin l'objectif du protocole dit de "résorption de la précarité" qui s'en prend aux concours nationaux et qui implique que la précarité soit le mode "normal" d'entrée dans la fonction publique, et avec elle la titularisation à la tête du client.

Rien d'étonnant à ce que le groupe RPR ait voté pour la loi d'application de ce protocole à l'Assemblée nationale.
Scandaleux par contre est le fait que la direction FSU ait signé ce protocole. Comme l'expriment dans leur majorité les votes émis pour la préparation du congrès, la FSU doit retirer sa signature. Et exiger le retrait du projet de loi "précarité".
Ceci est d'autant plus important que, et la rentrée l'a démontré, ce n'est pas la résorption mais l'accroissement de la précarité qui est à l'ordre du jour. C'est en réalité une conséquence inévitable de toute la politique du gouvernement de la coalition de la "gauche plurielle". Il n'y a qu'à prendre son prétendu "plan pluriannuel de recrutement". C'est mentir délibérément aux enseignants que présenter ce plan comme un plan mettant "fin au gel de l'emploi public". Car il s'agit d'un plan massif de suppression de postes, surtout dans le primaire, où 62 000 recrutements sont programmés sur 5 ans quand 82 500 collègues partiront en retraite. Dans le second degré, le "plan de recrutement" n'aboutira pas à un poste de plus.
Il est tout aussi mensonger de présenter ce plan comme le résultat des grèves de mars dernier. En présentant le départ d'Allègre comme une victoire, la direction de la FSU et celles de ses syndicats ont permis que soient maintenues les diverses contre-réformes (LP, Lycées), et les conditions matérielles inacceptables qui avaient suscité notre mouvement. Nos revendications n'ont pas été satisfaites.

Contre le gouvernement de la "gauche plurielle"

Alors, pour conclure, je dirai que ce que le mouvement de février-mars a montré, c'est que le gouvernement dirigé par Jospin n'entendait nullement satisfaire les revendications, au contraire. Comment s'attendre à autre chose de la part d'un gouvernement qui rétablit le travail de nuit des femmes et donne une impulsion aux fonds de pension? A ce sujet, je relève que les collègues cotisant au CREF viennent de voir leurs futures pensions complémentaires diminuées de 16% en application d'une directive européenne votée par l'Assemblée nationale, à Paris, tandis que la FSU participait la veille à un défilé ... à Nice.
La responsabilité de la direction de la FSU et de celles de ses syndicats, c'est donc de combattre contre ce gouvernement, et d'organiser le combat pour imposer aux députés PS et PCF, au nom des enseignants qui n'ont pas peu contribué à les élire en 1997, l'exigence: " Cessez de couvrir ce gouvernement et sa politique ! Décidez, vous qui en avez le pouvoir, de faire droit aux revendications légitimes des enseignants".

Motion soumise au congrès de la FSU 93 (4 pour, le reste contre)

"Le congrès départemental de la FSU 93, considérant que les palestiniens ne doivent pas rester isolés face à la répression, s'adresse à la direction nationale de la Fsu pour qu'elle appelle sans attendre à une manifestation nationale à l'ambassade d'Israël sur les mots d'ordre: ***halte au massacre du peuple palestinien; droit des masses palestiniennes à exprimer et combattre pour leurs revendications nationales.***
La direction nationale FSU doit s'adresser aux organisations syndicales enseignantes, étudiantes, ouvrières, au PS et au PCF pour qu'ils en fassent de même."

Appels Palestine

L'appel ci-dessous a recueilli au 19 décembre 230 signatures à l'université de Lille 3, 80 signatures d'étudiants à Clermont-Ferrand et quelques signatures sur les universités de Paris 8 et 10. Suite à une délégation d'étudiants, ***l'UNEF-ID de Lille a adopté cet appel.*** *Un appel similaire adressé aux directions syndicales enseignantes a recueilli (au 1er décembre) 26 signatures au lycée de Riom (63), 24 au lycée de Brunoy (91), 11 au collège de Montmarault (03) et 19 au collège d'Ambert(63). Il circule sur d'autres établissements. Cet appel a été porté au congrès départemental de la FSU 63. Mais l'ensemble des délégués à ce congrès, y compris ceux du courant "Front Unique", ont refusé qu'il soit soumis au vote.*

Halte au massacre du peuple Palestinien

Depuis fin septembre, des dizaines et des dizaines de palestiniens sont tombés sous les coups de feu des soldats, des chars, des hélicoptères d'assaut de l'armée israélienne.
C'est inacceptable. Le peuple palestinien ne doit pas rester isolé face à la répression.
Aussi, dirigeants nationaux de l'UNEF-ID, de l'UNEF, nous exigeons de vous:
Appelez à une **manifestation nationale à l'Ambassade d'Israël** pour exiger: Assez du massacre du peuple palestinien, c'est le droit élémentaire du peuple palestinien d'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales. Adressez-vous aux dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de la FEN, ainsi qu'au PS et au PCF pour qu'ils en fassent de même.

Prise de position de la section CGT RATP ligne 2 - 18/12/2000

"La C.E. de la section CGT de la ligne 2 Metro, réunie le 18/12/ 2000 adresse la résolution suivante au bureau syndical RATP et à la confédération CGT :
Appelez dans le front unique des organisations syndicales à une manifestation massive à l'ambassade d'Israël pour exiger
Assez du massacre du peuple palestinien
C'est le droit élémentaire du peuple palestinien d'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales"

Résolution adoptée à l'unanimité des 7 présents

Palestine: nouvelle phase

Répression sanglante du soulèvement du peuple palestinien

Au moment où cet article est écrit, le gouvernement Barak a fait tuer plus de 300 palestiniens, on dénombre plus de 10 000 blessés. Le détonateur de ce bain de sang, c'est la provocation délibérée organisée de concert par A.Sharon et E. Barak, chef du gouvernement: le 28 septembre, Sharon, dirigeant du parti Likoud, responsable des massacres commis dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, venait parader sur "l'esplanade des mosquées", protégé par une solide escorte fournie par Barak (mille policiers!), lequel avait refusé la veille la demande de Y.Arafat (avec qui il dînait) d'annuler cette visite.
Spontanément, en réaction à cette provocation, les manifestations de palestiniens des territoires soit-disant "autonomes" éclataient aussitôt. La répression s'abattait impitoyablement. Les palestiniens d'Israël entraient également en grève et manifestaient. La répression s'abattait sur eux aussi (13 morts).

Israël peut compter sur le soutien de l'ensemble des puissances impérialistes, en particulier l'impérialisme US, dont il est en grande partie l'instrument politique et militaire dans la région. Les impérialistes, notamment français ont fait reporter sur Ariel Sharon la responsabilité des tueries. Mais c'est pour masquer que le gouvernement "travailliste" de Barak figure en bonne place au palmarès des gouvernements sionistes les plus criminels des dernières décennies.

L'Etat d'Israël peut perpétrer ces massacres d'autant plus que le prolétariat des principaux pays impérialistes, en particulier aux USA, n'a pas pu exprimer son soutien au combat du peuple palestinien. Ainsi, en France, le 23 novembre, le PCF, la LCR, LO, les dirigeants de la CGT, de la FSU, avec notamment le "mouvement des juifs pour la paix", signaient un texte commun convoquant une manifestation pour le 29 novembre. Ce texte exigeait des
"dirigeants de l'Union Européenne et des autorités françaises qui en assurent la présidence, qu'elles exercent la pression maximale sur le gouvernement israélien, tant que ce dernier continuera à violer le droit international et les résolutions de l'ONU (...) seul le respect du droit permettra d'aboutir à une paix juste et durable ".
Les signataires de ce texte se rangent du côté de la paix des cimetières, des camps de réfugiés, du côté du "droit" impérialiste qui permet à Israël de massacrer le peuple palestinien.

L'accord de Washington: accord de trahison des masses palestiniennes

Les signataires de cet appel, avec l'ensemble des puissances impérialistes, en appellent au "retour au processus de paix", au "respect des accords signés ", c'est à dire, en particulier, l'accord de Washington de 1993 et à ses différents accords d'application.

L'accord de Washington fut signé le 13 septembre 1993 par Arafat et I.Rabin, sous l'égide de l'impérialisme US. La première lettre de cet accord , c'est la reconnaissance par l'OLP du "*droit de l'Etat d'Israël de vivre en paix et dans la sécurité*". Et encore:
"*l'OLP accepte les résolutions 242 et 338 de l'ONU (...) l'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence (...) l'OLP affirme que les articles et les points de la charte palestinienne qui nient le droit d'Israël à exister sont désormais inopérants et non valides* ".
L'OLP, "organisation de libération de la Palestine" proclamait ainsi qu'elle renonçait officiellement à tout combat contre l'Etat d'Israël, pour libérer la Palestine. De plus, l'accord prévoyait que revenaient à l'OLP et aux notables palestiniens la gestion et le contrôle des Palestiniens vivant à Gaza et en Cisjordanie (qui ne représentent que 22% du territoire de la Palestine!).

L'OLP s'engageait dans la constitution d'un "Etat" (mais ce terme n'est même pas employé dans le texte des accords) correspondant aux agglomérations et camps palestiniens de ces territoires: quelques confettis territoriaux sans lien entre eux, où est parqué, entassé le peuple palestinien, cerné par l'armée et les colons Israéliens. Signe du degré de capitulation d'Arafat, même la proclamation de cet "Etat", qui de toute façon eût été une cynique mascarade, a été reportée pas moins de quatre fois sur injonction de l'impérialisme US. Et ce, jusqu'à nouvel ordre. Pour gérer ces territoires la police de l'OLP s'est mise au service de l'Etat d'Israël pour contrôler, réprimer, les masses palestiniennes, multipliant arrestations et liquidation d'opposants. Ainsi, Israël n'a abandonné aucune de ses prérogatives d'Etat et a obtenu, pour réprimer les palestiniens, le concours de L'OLP.

A l'origine du "processus de paix": *Pax Americana* au Moyen-orient

L'écrasement de l'Irak en 1991 a constitué une défaite non seulement pour le prolétariat en Irak même, mais aussi pour l'ensemble des peuples du Proche et du Moyen-Orient, en particulier pour le peuple palestinien. En imposant aux bourgeoisies française et anglaise qu'elles participent à cette expédition militaire, en recevant l'appui de fait de presque tous les gouvernements arabes, les USA ont atteint leur objectif: imposer à tout le Proche et Moyen-Orient la "pax americana". L'Intifada, soulèvement des palestiniens de Cisjordanie et Gaza commencé en 1987, reflue dès 1991. Depuis 1991, l'impérialisme américain fait régner la terreur dans toute la région en bombardant quasi quotidiennement l'Irak. Sur la base de l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin, une immigration massive est venue renforcer Israël, servant de base à de nouvelles implantations de colonies.

C'est dans cette situation, marquée par l'effondrement de l'appareil international du stalinisme, que l'impérialisme américain impulse le "processus de paix", chapeaute l'accord de Washington (dit d'Oslo). Cet accord est un point d'appui considérable pour Israël et une victoire politique pour l'impérialisme US. Il a créé les conditions d'un nouveau renforcement de l'Etat d'Israël.

Un peuple en cages

L'accord de Washington, son application, constitue autant de coups portés au combat des masses palestiniennes et à leur existence même. Après le dernier accord d'application (Charm el-Cheik, 1999), l'autorité palestinienne "contrôle" 40% de la Cisjordanie, dont 18% en zone "A" (contrôle exclusif) et 22% en zone "B" (contrôle mixte avec Israël). Les agressions commises par l'armée israélienne ces dernières semaines montrent que la "souveraineté" de l'autorité vaut contre les Palestiniens, mais en aucun cas contre Israël qui y frappe à sa guise.

Toutes les enclaves sont soumises régulièrement au "bouclage", permanent depuis début octobre. L'armée israélienne peut y pénétrer à tout moment au nom de "*la lutte contre le terrorisme*". Depuis 1993, le nombre de logements dans les colonies israéliennes a augmenté de 50%. A Gaza et en Cisjordanie, le taux de chômage de la population palestinienne est passé depuis 1993 de 18% à 34%, augmentant d'un tiers en cas de "bouclage". De fait, l'Etat d'Israël est maître du budget de "l'Autorité", des voies de communication, de la distribution d'eau et d'électricité.

Le Monde du 20 octobre 2000 décrit la situation depuis les accords de 1993:

"A Gaza, le départ des Israéliens s'est accompagné de la construction d'un mur hermétique autour du territoire transformé en prison, dont le guichet serait le point de passage d'Erez, un "Check point Charlie" d'un autre âge, créé en 1967, auquel les Palestiniens accèdent après avoir emprunté un couloir de tôle et de grillage de plusieurs centaines de mètres et qui débouche sur les postes de contrôle israéliens (...) depuis le processus de paix des règles strictes ont été édictées. Un profil type de travailleur autorisé à travailler en dehors de Gaza a été défini pour prévenir les actes de terrorisme. L'ouvrier palestinien "idéal" est plutôt âgé, marié et père de famille. Il doit chaque jour se plier à des procédures de contrôle longues et humiliantes. Mais surtout, les Palestiniens de Gaza ont découvert le bouclage, c'est à dire la fermeture totale ou partielle du point de passage d'Erez, lorsqu'Israël le décrète. Ce qui vaut pour les hommes vaut aussi pour les marchandises. L'importation est longue, l'exportation aléatoire, même lorsqu'il s'agit de denrées périssables."

L'Etat d'Israël, Etat colonial, raciste, instrument de l'impérialisme US

Depuis sa constitution en 1948, l'Etat d'Israël n'a pas cessé de mener une politique de colonisation de la Palestine, d'extermination du peuple palestinien. En fait, il s'agit de la seule politique possible pour cet Etat spoliateur et raciste.

C'est dans le cadre de la dislocation de l'empire Ottoman, pour le compte de l'impérialisme anglais, que furent développées les premières implantations sionistes en Palestine. Rappelons que le sionisme a été dressé par les patrons juifs et les rabins contre la lutte de classe et la lutte nationale de la classe ouvrière juive d'Europe orientale.

Après avoir écrasé la grande révolte palestinienne de 1936-39, le gouvernement de Londres met tout en oeuvre pour garder une position déterminante dans la région, y compris en freinant l'implantation de colons juifs pour ménager ses alliés arabes. En vain: les USA, impérialisme hégémonique à l'issue de la guerre, vont s'imposer au Proche et Moyen-Orient. Le 29 novembre 1947, l'ONU, dirigée par les USA, mit fin au mandat britannique en partageant la Palestine (Israël, Gaza, Cisjordanie, et aussi la Jordanie d'aujourd'hui) entre juifs et palestiniens. Immédiatement, les différents groupes armés sionistes mènent une véritable politique de terreur contre le peuple palestinien, massacrant des villages entiers, avec pour objectif de "*détruire les agglomérations, d'expulser les habitants pour prendre leur place*" (Ben Gourion).

Il s'agissait de créer les conditions pour la proclamation de l'Etat d'Israël, qui aura lieu le 14 mai 1948. Depuis, Israël ne cessera de conquérir de nouveaux territoires, avec l'aval des puissances impérialistes et de la bureaucratie du Kremlin, au travers des guerres de 1948, 1967, 1973 et l'annexion du Sud-Liban. En 1982, la milice d'Israël au Sud-Liban massacre les réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila.

Le peu qui restait de la Palestine après la guerre de 1948 était dépecé par les Etats arabes de la région, états eux-mêmes dirigés par des coteries fondamentalement hostiles aux conséquences qu'auraient une victoire des masses palestiniennes dans leur propre pays.

Au fil des années, par la terreur et l'oppression, l'Etat d'Israël, état raciste qui accorde la nationalité à tout juif au nom du "droit au retour", a continué parallèlement à expulser les Palestiniens, à confisquer leur terre et a organisé systématiquement l'implantation de nouvelles colonies de peuplement. Des millions de palestiniens sont en exil, dont des centaines de milliers sont parqués dans des camps, à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban, en Syrie

L'Etat d'Israël, implanté artificiellement à partir de l'expulsion du peuple palestinien, existant uniquement grâce au soutien politique, économique et militaire, de l'impérialisme US, ne peut survivre qu'en menant une guerre impitoyable et sans fin contre le peuple palestinien. En fait, la "sécurité de l'Etat d'Israël" ne peut être, à terme, garantie que par la liquidation du peuple palestinien comme peuple. Tous les partis politiques israéliens, partis coloniaux, le savent. Il suffit d'écouter les déclarations du chef du parti Meretz, considéré comme de "gauche" et "pacifiste", le 25 décembre à la radio israélienne:

"Tout est envisageable pour nous, sauf le droit au retour des réfugiés, car nous ne pouvons pas nous suicider"

L'OLP, organisation nationaliste petite-bourgeoise

L'OLP est créée en 1965 à l'initiative de la Ligue arabe, contrôlée par l'Egypte, pour se soumettre les organisations nationalistes palestiniennes telles le Fatah et le FPLP. Mais ce sont elles qui vont, après l'invasion de la Cisjordanie et Gaza en 1967, prendre le contrôle de l'OLP. Reflétant la radicalisation des masses, l'OLP, sans pour autant modifier son caractère d'organisation nationaliste petite-bourgeoise, va se développer comme représentation du peuple palestinien et devenir un enjeu qu'il faut briser par la répression et soumettre par la corruption.

La répression est conduite par l'Etat d'Israël et les Etats arabes. Mais la politique de capitulation de l'OLP elle-même va permettre de pourchasser et massacrer les combattants palestiniens. Le 22 septembre 1970, alors que les réfugiés palestiniens en Jordanie se soulèvent, Arafat et le roi Hussein de Jordanie signent un accord qui appelle les forces armées de l'OLP et les masses palestiniennes à cesser le combat. Ainsi aidée par l'OLP, l'armée jordanienne lance immédiatement l'offensive et massacre massivement les réfugiés palestiniens: c'est le "septembre noir". En septembre 1982, Arafat accepte que les forces armées de l'OLP quittent les camps de réfugiés qui entourent Beyrouth. L'ALS, milice organisée par l'Etat d'Israël au Sud-Liban, a ainsi le feu vert pour orchestrer les massacres de Sabra et Chatila.

L'OLP ira ainsi de capitulation en capitulation. En 1988, en pleine Intifada, le conseil national de l'OLP "*reconnaît toutes les résolutions de l'ONU sur la question palestinienne* ", ce qui revient à reconnaître de facto l'Etat d'Israël.

L'Intifada

Malgré la mainmise de l'impérialisme sur la région, la soumission des bourgeoisies arabes, l'offensive sans interruption de l'Etat d'Israël, en décembre 1987, éclatait à Gaza, l'Intifada, l'insurrection des masses palestiniennes. Mouvement spontané, jailli des territoires occupés, cette "guerre des pierres" constituait à terme une grave menace pour l'ordre colonial. Militairement, ce harcèlement ne présentait aucun risque. Le risque était en fait politique. Un "commandement unifié" se constituait, l'OLP n'en ayant pas le contrôle exclusif. Les masses palestiniennes commençaient à s'organiser, sur leur propre terrain de classe, indépendamment de la tutelle politique de l'OLP, de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie palestinienne. Sous l'autorité du "commandement unifié" s'organisait l'ensemble du combat des masses. Des comités étaient formés, décidant du déclenchement des grèves et des manifestations. CPS No21, du 20 mars 1988, commentait: "*C'est une forme d'organisation de type soviétique, propre à la révolution prolétarienne.* "

L'OLP était en difficulté. La poursuite de l'Intifada lui interdisait d'aller plus avant sur le terrain de la capitulation. Il faudra l'écrasement de l'Irak par l'armada impérialiste en 1991 pour briser l'Intifada et permettre à l'OLP d'effacer de son programme toute trace du combat contre l'Etat d'Israël, pour la libération de la Palestine.

A nouveau sur l'OLP

Immédiatement l'OLP répond favorablement à la volonté américaine de voir s'engager le "processus de paix". Celui-ci implique non seulement de reconnaître sur le papier le droit à la sécurité pour Israël, mais d'en assurer les conditions. Arafat s'exécute. Il organise l'emprisonnement des "opposants au processus de paix", soumet, avec le parrainage de la CIA, toute une partie des anciens dirigeants de l'Intifada par la corruption pure et simple. Un article du *Monde diplomatique* explique:

"Monsieur Arafat a, depuis son installation à Gaza le 1er juillet 1994, édifié une structure de pouvoir solide et autoritaire. Ses ministres appartiennent pour moitié à la bureaucratie de l'OLP venue de Tunis, pour moitié aux élites traditionnelles et aux grandes familles de Gaza et de Cisjordanie.

Quant aux militants de l'Intifada, ils ont été intégrés en grand nombre dans l'appareil d'Etat, notamment dans les multiples services de renseignement et la police- 33.000 hommes au total - appointés- comme les 39.000 autres fonctionnaires - grâce à l'aide internationale et qui constitue une clientèle totalement dépendante. "

Le 14 décembre 1998, "l'Autorité palestinienne" accueillait Clinton. Les cadres de l'OLP, réunis à Gaza, confirmaient devant lui la révision de la charte de l'OLP éliminant tous les articles se référant à un quelconque combat contre l'Etat d'Israël.

Le gouvernement Netanyahou (Likoud): contre les limites imposées par l'accord de Washington

Pour une large partie de la population israélienne, les accords du "processus de paix" sont insuffisants. L'enfermement des palestiniens, la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël et de son "droit à la sécurité", ces victoires politiques ne leur suffisent pas. En particulier, les couches sociales les plus basses de la société israélienne savent d'expérience que l'amélioration de leurs conditions d'existence est intimement liée à l'extension de la colonisation, au refoulement des Palestiniens (c'est pourquoi on ne peut parler de classe ouvrière israélienne). C'est le parti Likoud, qui représente politiquement ces couches, qui va gagner les élections de 1996. Le gouvernement dirigé par Netanyahou, a imposé un rythme effréné aux implantations, recherchant visiblement l'affrontement avec les masses palestiniennes, désemparées par la politique d'Arafat. Cela va le conduire à des tensions avec Washington, d'autant que, depuis la chute de la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain s'est assuré d'un soutien rampant de la part des bourgeoisies arabes, et les ménage plus en retour qu'auparavant.

Suite à des pressions de l'impérialisme américain, Netanyahou signe le 23 octobre 1998, avec Arafat, l'accord de Wye Plantation. Cet accord sur le statut définitif des territoires "autonomes", prévoyait un redéploiement de Tsahal de 13% de la Cisjordanie, en échange d'un engagement d'Arafat et de l'OLP à "*réprimer plus fortement les mouvements terroristes* " avec l'aide de la CIA.
Netanyahou n'a pas reculé d'un pouce.

De toute évidence, pour Netanyahou, le Likoud, aile marchante du sionisme, l'accord de Washington avait fait son temps. Il avait joué un rôle pour soumettre totalement Arafat et l'OLP, et porter un coup politique aux masses palestiniennes. Il s'agissait d'aller plus loin (d'où ses tentatives de le retarder). Mais le Likoud ne s'en est pas moins en fin de compte rangé aux conditions de son parrain américain.

Le gouvernement Barak

En mai 1999, pour les élections en Israël, les USA, cherchant un interlocuteur plus disponible, ont soutenu à fond E.Barak, candidat du parti travailliste, ancien général de l'armée sioniste. Après sa victoire, Barak rencontrait W.Clinton, en octobre 1999. Ils se félicitaient que "*les relations bilatérales déjà exceptionnelles permettent à leur coopération traditionnelle d'atteindre un niveau inégalé de collaboration stratégique.*" Pour conclure, Clinton s'engageait à accroître l'aide militaire annuelle, qui devait atteindre 2,4 milliards de dollars par an durant la prochaine décennie, soit une augmentation de 30%. Barak commenta :

"nos amis de Washington savent que le soutien à Israël relève de l'intérêt national américain. Notre partenariat se fonde sur une même compréhension des menaces et des mises en danger de notre mode de vie".

Ce gouvernement, a maintenu un rythme effréné de colonisation. Au titre du budget 2001, les colonies recevraient 300 millions de dollars. 2830 logements ont été construits depuis qu'il est arrivé au pouvoir.
Le 5 mars 2000, le gouvernement Barak décide un plan de retrait d'ici à juillet 2000 du Liban-sud, dans le cadre de la "normalisation" de la région, objectif de l'impérialisme américain. Le retrait commence au mois de mai. Dès cet instant, l'ALS s'effondre. Début juin, le Hezbollah contrôle la région, assurant un calme relatif, et s'efforçant, surtout, de contenir tout "débordement" contre l'Etat d'Israël.
Le retrait du Liban Sud a été voulu par l'impérialisme américain. Il ne constitue pas en lui-même un recul. Mais les conditions dans lesquelles il s'est déroulé, l'effondrement des forces supplétives de l'Etat sioniste ont certainement été perçues comme un encouragement à combattre pour le peuple palestinien.
Au même moment, au cours du mois de mai, des émeutes éclatent en Cisjordanie et à Gaza contre les colons israéliens et Tsahal. Les forces de sécurité d'Arafat s'opposent aux manifestants palestiniens et vont même jusqu'à les embarquer dans des camions pour les éloigner. Barak déclare le "processus de paix gelé" tant qu'Arafat "*n'aura pas fait la preuve qu'il contrôle ses hommes sur le terrain* ". C'est dans cette situation que l'impérialisme US convoque d'urgence le sommet de Camp David.

Le sommet de Camp David (11 au 25 juillet 2000): préparer la relève des accords de Washington

Quand en 1993 furent signés les accords de Washington, ceux-ci ne couvraient qu'une période dite "intérimaire" dont le terme, plusieurs fois repoussé (en particulier sous le gouvernement Netanyahou), est maintenant atteint. Or, ces accords ne prévoyaient pas de règlement "définitif" sinon en faisant référence aux résolutions de l'ONU. C'est à cette tâche que l'administration Clinton a commencé de s'employer lors du sommet de Camp David.
Arafat s'empresse de déclarer qu'il est prêt à négocier avec l'Etat d'Israël sur toutes les questions, dont précisément Barak a déclaré qu'elles n'étaient pas négociables. Il brandit également l'annonce pour le 13 septembre de "*l'établissement d'un Etat indépendant avec pour capitale Jérusalem La Sainte (Jérusalem Est) sur les territoires occupés le 4 juin 1967 par Israël* ". En réalité, il promet ainsi qu'il continuera à administrer et à contrôler, au compte d'Israël, les bantoustans où est enfermé le peuple palestinien. Barak, quant à lui, annonçait "*qu'il n'y aurait pas de retour aux frontières de juin 1967*", que "*Jérusalem ne serait pas de nouveau divisée, qu'il n'y aura pas de retour des réfugiés palestiniens en Israël* ", que "*80 à 90% des colons regroupés dans les blocs de colonies vivront sous souveraineté pour la première fois* ", c'est à dire leur annexion à Israël.
Malgré sa bonne volonté, Arafat ne peut, à ce moment, accéder aux exigences de Clinton et de Barak. Le *Monde Diplomatique* de septembre 2000 relate:

"Et devant l'insistance de M. Clinton, il (Arafat) lui a répondu:"Voulez-vous, monsieur le président, assister à mes funérailles ? ""

Le sommet se concluait avec l'engagement "*des deux parties à poursuivre leurs efforts pour conclure le plus tôt possible un accord sur les questions en suspens*". Mais pour cela il était nécessaire à l'Etat d'Israël d'en créer les conditions, en particulier empêcher les Palestiniens d'exprimer leur rejet du "processus de paix". *Le Monde*, dans une de ses éditions du mois de juillet, faisait part des propos d'un Palestinien:
"La plupart des Palestiniens se moquent du sommet de camp David. Ils n'y croient plus. Ceux qui discuteront de leur sort cette semaine sont les mêmes qui leur ont promis le meilleur il y a quelques années et n'ont apporté que l'apartheid ".
C'est pour préparer la suite du "processus de paix" que Barak et Sharon organisent la provocation préméditée du 28 septembre, précipitant un affrontement de toute façon inévitable et lançant une nouvelle vague de répression. Sur cette base, Clinton convoque Barak et Arafat pour un sommet le 4 octobre. Chirac offre ses bons offices. Le sommet se tiendra à Paris. L'impérialisme français, tout en soutenant l'Etat d'Israël, cherche à jouer sa propre carte, comme "interlocuteur privilégié" d'Arafat, pour tenter de reconquérir une place politique au Proche et Moyen Orient. C'est d'ailleurs sur cet axe que se sont situées les maigres manifestations organisées par les appareils en France. Mais Clinton aura tôt fait de faire taire les prétentions de Chirac, le réduisant au rang de spectateur.

Pour l'impérialisme US et Israël, une nécessité: soumettre encore davantage Arafat

Clinton exigeait d'Arafat qu'il fasse tout pour mettre fin à la vague de protestation qui secouait le peuple palestinien, en échange de quoi, l'Etat d'Israël s'engagerait à ne plus les réprimer. S.Berger, conseiller à la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, ajoutait:

"qu'il revenait aux Palestiniens de prendre l'initiative pour interrompre ce cercle vicieux(...)Ce qui permettrait au côté israélien de restreindre l'usage de ses armes ".

Mais 6 jours après le début des manifestations Arafat ne peut encore en appeler ouvertement à la fin du mouvement du peuple palestinien. Les manifestations continuent en Cisjordanie et à Gaza. Dans ces conditions, l'Etat d'Israël accentue encore son offensive militaire. Dès le 12 octobre, Tsahal bombarde les installations du Fatah et de l'Autorité Palestinienne. Le 16 et 17 octobre, Clinton convoque un nouveau sommet à Charm-el-Cheikh. Cette fois, Arafat signe un texte où il "*accepte de faire des déclarations publiques sans équivoques appelant à la fin de la violence*".

Le 21 et 22 octobre, se tient le "sommet arabe" du Caire. Les Etats arabes y exprime sans ambiguïté leur soutien au "processus de paix", leur soumission à l'Etat d'Israël et aux USA. Le Monde du 24 octobre faisait état "*des hommages israéliens à la victoire de la sagesse à ce sommet et les éloges du premier ministre Barak à l'égard du président Moubarak* ". Fort de la politique de l'OLP, de l'appui des bourgeoisies arabes, l'Etat d'Israël peut poursuivre la répression du peuple palestinien.

"*L'armée israélienne pilonne l'Autorité Palestinienne*"(Le Monde, 21/11)

Le 19 novembre, Tsahal organisait l'assassinat d'un responsable de la milice armée du Fatah pour le sud de la Cisjordanie. Le lendemain, Tsahal, prenant prétexte d'un attentat, pilonne la bande de Gaza, détruisant une quinzaine d'installation de "l'Autorité". Barak déclarera:

" Ceux qui agissent contre nous le paieront cher, il y aura des opérations autant qu'il le faudra, nous continuerons à agir avec toute la puissance de feu requise".

Le 26 novembre, Mohammed Dahlan, patron du service de sécurité du Fatah pour Gaza, rencontrait le chef du service de sécurité intérieure israélien pour "*discuter des moyens de relancer la coopération sécuritaire*". Il s'agit pour Israël, aidé des cadres dirigeants de l'OLP de "faire le ménage" dans les rangs du Fatah et de l'OLP. En effet, s'expriment en leur sein des tendances opposées au "processus de paix", en particulier depuis le 28 septembre.

"On a été calmes durant sept ans, pour laisser une chance aux négociations, dont j'ai été un farouche partisan. Or les Israéliens ont utilisé ce temps pour négocier des accords intérimaires jamais appliqués et pour continuer leur politique du fait accompli sur le terrain : les nouvelles colonies, les expropriations, les confiscations de terres, le maintien des prisonniers dans les geôles. Pourquoi faudrait-il maintenant ramener le calme ? Pour qu'ils reprennent la même politique ? Nous avons le droit à l'autodétermination, comme tous les peuples du monde."

(Marouane Barghouti, secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie, *Le Monde* du 26 octobre)

Pour l'Etat d'Israël, l'OLP, "l'Autorité Palestinienne", doivent devenir un simple rouage administratif et policier. Ainsi a été organisée l'exécution de nombreux militants et responsables intermédiaires du Fatah.

Un immense désarroi politique

Depuis le 28 septembre, le peuple palestinien résiste à l'agression de l'armée israélienne Les manifestations se succèdent dans lesquelles s'exprime le rejet par les masses de la politique de l'OLP. Dans les manifestations qui précédèrent le sommet de Charm El-cheikh a surgi le mot d'ordre exigeant des dirigeants de l'OLP "n'y allez pas !". Le Fatah de Cisjordanie, le FPLP, ont rejeté les conclusions du sommet de Charm el-Cheik et l'appel à capituler lancé par Arafat. Un proche d'Arafat explique:

"Nous ne tenons la rue qu'à 70%. Entre la rue et l'OLP c'est le vide sidéral. Les institutions embryonnaires de l'Etat palestinien ne fonctionnent plus. A moyen terme la mobilisation populaire prolongée pose un problème, celui du chaos: un risque pour l'Autorité " (Le Monde, 3 novembre).

Pourtant, il n'en reste pas moins que les masses palestiniennes sont sans perspective, plongées dans un profond désarroi politique. Les comités de direction du soulèvement mis en place cette fois-ci sont totalement contrôlés par le Fatah:

" Nous avons créé des comités de coordination locaux du mouvement. Trente partis y sont représentés, des communistes aux islamistes. Ces comités décident au quotidien des progrès de l'Intifada (...)Les islamistes, Hamas et Djihad, sont dans la coordination des comités locaux, intitulée « Comité des forces politiques nationales et islamiques ». " (M.Barghouti, interview citée)

Libération du 8 décembre soulignait:

"La seconde Intifada, au contraire de la première, est le fait de jeunes issus des couches les plus défavorisées de la société palestinienne, des camps de réfugiés (...)La principale référence des chebab (jeunes) est le Hezbollah qui prône les opérations suicide (...). Ils aiment aussi le Hamas et le Jihad islamique "parce-qu'il ont sauvé l'honneur des palestiniens" en refusant les accords d'Oslo".

On mesure avec tous ces éléments le sévère recul politique subi par rapport au soulèvement de 1987-91, à tel point qu'il est confusionniste de donner au mouvement actuel le nom d'intifada. A l'époque, le prolétariat palestinien participait directement au soulèvement, en était le fer de lance. Des formes d'organisation de type soviétique avaient commencé à se dégager en dehors de la tutelle de l'OLP. Aujourd'hui, la politique de capitulation de l'OLP a jeté toute une partie des masses palestiniennes dans les bras d'organisations islamistes ultra-réactionnaires, dont l'orientation politique consiste à envoyer les jeunes combattants, désarmés, se faire massacrer par l'armée israélienne.

Elections anticipées en Israël et "plan Clinton"

Depuis mai 2000, Barak n'a plus de majorité à la knesset. Il n'a pu subsister que grâce à un accord de circonstance avec le Shass, parti religieux ultra orthodoxe. Les tentatives de former un gouvernement de défense nationale avec le Likoud ayant échoué, Barak a pris les devant, proposant des élections anticipées et démissionnant le 10 décembre.

De fait, avec le soutien empressé de l'administration Clinton sur le départ, ces élections sont devenues un tremplin pour les "propositions de paix" dévoilées par l'impérialisme américain. Elles sont la reprise des propositions de camp David: d'abord, l'annexion des colonies en Cisjordanie à Israël et la formation d'un grand Jérusalem en échange de quelques hectares de sable pris sur le désert du Néguev, et d'un "couloir" reliant Gaza à la Cisjordanie. Ensuite, le refus sans appel du droit au retour des réfugiés de 1948. Enfin, l'abandon par Israël de l'occupation d'une grande part de la Cisjordanie pour y entasser des Palestiniens dans un pseudo-état non viable, avec la précision suivante (*Humanité* du 26 décembre):

"Il [le plan Clinton] ne concerne pas des questions aussi importantes que celles de la souveraineté du futur Etat palestinien, qui selon les dirigeants israéliens, demeurera enclavé territorialement puisque Tel Aviv revendique le contrôle de la frontière avec la Jordanie et sans doute aussi celle de Gaza avec l'Egypte. Ce sera un Etat sans armée et sans marine, avait d'ailleurs indiqué Ehud Barak à Camp David." (sic! - Ndlr)

En conclusion du plan Clinton (*Libération* du 27 décembre):

" Les deux parties déclareront la «fin du conflit» en signant cet accord. Une fois entièrement appliqué, les Palestiniens annonceront qu'ils n'ont plus de revendications."

Il s'agit donc de faire signer par l'OLP une déclaration de capitulation sur toute la ligne. Pas si simple: les masses palestiniennes ne peuvent accepter un "accord" déclarant nulles et non avenues leurs revendications nationales à commencer par le droit au retour des millions de réfugiés. De plus en plus s'élève du plus profond des masses palestiniennes l'exigence de l'arrêt des "négociations" avec les bourreaux du peuple palestinien.

Un peuple isolé

Mais le levier décisif pour la satisfaction des revendications nationales des Palestiniens est dans les pays capitalistes dominants. Il est un fait que depuis le début de la répression, à aucun moment, le prolétariat des principaux pays impérialistes, en particulier aux Etats-Unis, n'a eu les moyens politiques d'exprimer son soutien au peuple palestinien. Dans les Etats arabes de la région, en Syrie, en Egypte, les manifestations qui ont eu lieu ont été rapidement interdites, voire réprimées. Ce fut le cas, en particulier, en Jordanie où le vendredi 6 octobre la police anti-émeute réprima des milliers de manifestants qui marchaient sur l'ambassade d'Israël.

En France, sous prétexte de la "*condamnation des actes de violence perpétrés contre des synagogues*", l'union nationale en défense de l'Etat d'Israël a été réalisée. Au moment du sommet de Paris, Chirac en appelait au retour au "nécessaire et inéluctable processus de paix". Le 13 octobre, J.Lang accordait son "*parrainage à l'initiative de l'association SOS racisme et de l'Union des Etudiants Juifs de France qui, aujourd'hui vont à la rencontre des lycéens pour leur transmettre un message de paix et de fraternité* ". Le PCF appelait le même jour "*les communistes à organiser des rencontres avec les autorités religieuses pour soutenir le processus de paix...*". L'UNEF-id réussira le criminel exploit de ne rien faire sur les campus sur la question.

Ainsi isolé, le peuple palestinien est contraint de subir encore la répression israélienne.

Une orientation pour le peuple palestinien

La satisfaction des revendications palestiniennes, le droit pour le peuple palestinien à disposer de lui-même, le droit de récupérer la totalité de sa terre, sont incompatibles avec l'existence de l'Etat d'Israël, même dans des frontières restreintes. Aux "négociations" avec les colonisateurs sioniste, au "processus de paix", il est nécessaire d'opposer le mot d'ordre d'Assemblée constituante Palestinienne, dont la tenue implique la destruction de l'Etat d'Israël et le retour de tous les réfugiés, qui seule pourra donner naissance à une République unifiée de Palestine (intégrant la Jordanie).

L'Etat d'Israël a été construit pour défendre les intérêts des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. Le combat pour le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même ne peut être réellement mené que sur une orientation de rupture avec le régime capitaliste, c'est à dire pour un gouvernement ouvrier et paysan de toute la Palestine. Cela s'inscrit dans le combat pour en finir, également, avec les bourgeoisies des pays arabes de la région, dans la perspective d'une fédération socialiste du Proche et Moyen Orient. Le combat pour ce programme ne pourra être mené réellement que par la classe ouvrière, les masses exploitées de Palestine. Pour cela, elles devront s'organiser indépendamment et contre l'OLP, pour construire leurs syndicats et leur parti ouvrier révolutionnaire.

En France, la responsabilité du PS, du PCF, des dirigeants de la CGT, FO, FSU, ex-FEN c'est:

- de dénoncer l'accord de Washington, accord de trahison des masses palestiniennes
- d'exiger des députés PS et PCF, majoritaires à l'Assemblée, qu'ils décident la rupture de toutes les relations avec l'Etat d'Israël

Dans l'urgence, leur responsabilité immédiate c'est:

- d'appeler ensemble à une manifestation massive à l'ambassade d'Israël pour exiger : Assez du massacre du peuple palestinien, c'est le droit élémentaire du peuple palestinien d'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales.

Le 28/12/2000

Congrès du PS :

L'élection présidentielle dans la ligne de mire

Inversion du calendrier des élections

Prononçant le discours de clôture du congrès du PS, le 26 novembre 2000, Lionel Jospin déclarait :

« Un débat s'amorce, qui est tout sauf mineur, sur l'ordre et le sens des élections législatives et présidentielles et comme je ne veux esquiver aucune question et que c'est devant le congrès de ma formation politique (et il n'y en aura pas d'autre tout de suite) que ces choses doivent être évoquées, j'en dis un mot.

Nous avons des institutions dont nous connaissons l'esprit. Nous avons commencé à les réformer, notamment par le vote des Français en faveur du quinquennat. L'ordre actuel des élections, tel qu'il est prévu, résulte des hasards de la vie et de la politique. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'est pas cohérent.

Ce qu'il nous faut souhaiter, c'est que le printemps 2002, celui des grands rendez-vous démocratiques dans lesquels le peuple s'exprime et tranche, ne soit pas un printemps de la confusion et des choix de convenance, mais un printemps de la clarté.

La portée de chaque élection dans la vie nationale doit être respectée et le déroulement des deux doit pouvoir se faire de façon ordonnée et digne. C'est pourquoi le débat qui s'engage est légitime et doit conduire les uns et les autres, y compris nous-mêmes, à se déterminer le moment venu. » (L'hebdo des socialistes n° 169 du 1/12/2000).

Le 2 décembre 2000 le nouveau conseil national du PS approuvait à l'unanimité moins une abstention l'inversion du calendrier des élections législatives et présidentielles prévues en 2002. Le 19 décembre s'engageait à l'Assemblée nationale la discussion conjointe des projets de lois organiques allant dans ce sens déposées par le groupe des députés du PS et les députés UDF Raymond Barre et Hervé de Charrette. Le 20 décembre, la proposition de loi organique déposée par le PS était adoptée avec le soutien des députés PS, du MCD, du PRG et des députés de l'UDF partisans de Giscard d'Estaing et de François Bayrou.

Jospin se joue du PS

Libération du 27/11/2000 indiquait :

« Le 19 octobre 2000, sur TF1, Lionel Jospin avait jugé « conforme à l'esprit des institutions » qu'en 2002 le scrutin présidentiel ait lieu avant les élections législatives. Mais il avait ajouté qu'il ne prendrait pas d'initiative pour inverser le calendrier, car cela « serait interprété de façon étroitement politique, voire politicienne » ».

Dans la foulée de Lionel Jospin, les principaux dirigeants du PS ont relayé cette prise de position. A la clôture du congrès, Lionel Jospin annonçait un changement de cap à 180 degrés après avoir interdit toute discussion sur le sujet pendant le congrès lui-même. En effet *Le Monde* du 19 décembre 2000 rapporte :

« A Grenoble, le 25 novembre, M. Forni annonce à M. Hollande qu'il veut prendre la parole sur l'inversion du calendrier. Le premier secrétaire du PS le lui déconseille. « Mieux vaut ne pas en faire un débat de congrès », lui dit-il, en le prévenant que M. Jospin réfléchit à la question. M. Hollande est dans la confidence depuis le matin »

Dans cette affaire, Lionel Jospin a dicté sa loi au PS en le mettant devant le fait accompli. Devant le conseil national du PS du 2 décembre 2000, il déclarait pour justifier sa manière cavalière d'opérer :

« A l'occasion de notre congrès, je suis intervenu dans un débat qui prenait de l'ampleur, celui des rendez-vous démocratiques fixés en 2002. Nous avions été interpellés par des éditorialistes, nous commencions à être saisis de propositions de loi, émanant d'ailleurs pour certaines d'entre elles de l'opposition, accompagnées de frémissement ou de tentations de lois au sein de notre propre groupe. Alors pardonnez-moi si je vous ai surpris ! J'avais demandé l'autorisation à François Hollande, et quand je le dis ce n'est pas une clause de style. Nous savions tous les deux que cette intervention colorerait d'une façons différente le congrès, mais après tout, ce congrès, nous étions en train de le réussir » (L'hebdo des socialistes n° 170 du 8/12/2000).

En termes à peine voilés il affirmait que la position du PS, pourtant réuni en congrès, avait peu de valeur face à celle des *« éditorialistes »*, parmi lesquels d'ardents défenseurs des institutions de la cinquième République tel Raymond Barre, associé dans l'affaire à Michel Rocard, ou encore Valéry Giscard d'Estaing, sans parler des Pasqua et Chevénement. Il ajoutait :

« Il serait quand même un peu curieux que dans la vie politique française, où je m'efforce de tenir une position, je sois le seul à devoir téléphoner pour savoir si je peux m'exprimer dans la vie politique... » avant de se livrer à une véritable plaidoirie en défense des institutions de la cinquième République *« Je vous l'ai dit, je n'ai pas voté les institutions, je ne suis pas gaulliste mais socialiste, mais notre système prévoit l'élection du président de la République au suffrage universel, dans une circonscription unique qui s'appelle la France. C'est cette élection qui a structuré la vie politique française depuis quarante ans et pas forcément à notre avantage (...) Alors on peut certes proposer de renoncer à l'élection du président de la République au suffrage universel mais qui y songe ? Et d'ailleurs les français ne l'accepteraient pas car ils considèrent à tort ou à raison, mais ils considèrent, et à mon sens maintenant à raison, que c'est pour eux une conquête et un pouvoir démocratique (...) Une présidentielle avant les législatives ne gêne en rien l'équilibre et le sens des élections des députés. Il y a un président ou une présidente qui a été élue, et puis ensuite il y a des élections législatives où les formations politiques présentent des programmes, des candidats dans l'ensemble des circonscriptions métropolitaines et outre-mer »* (*L'hebdo des socialistes* n° 170 du 8/12/2000).

Candidat lui-même au poste suprême de président de la 5ème République, Lionel Jospin fait l'apologie de ses institutions. Et il entend que le PS s'apprête à jouer sans broncher le rôle du parti du président et prend date en indiquant qu'il ne sera pas le candidat d'un parti et qu'il entend en tant que futur candidat se situer au-delà des partis qui, eux, présentent des programmes. L'inversion du calendrier des élections s'inscrit, après l'appel à voter oui lors du référendum instituant le quinquennat, dans une politique de défense sans limite de la cinquième République et de ses institutions. Dans l'immédiat, elle concrétise un refus de remettre en cause Chirac avant la fin de son mandat.

En arrière-plan, des motifs inavouables

Le conseil national du PS du 2 décembre a avalisé à l'unanimité moins une abstention (G. Filoche) la décision prise par Jospin. Même les représentants des courants qui ont refusé de faire la synthèse lors du congrès de Grenoble se sont alignés sans aucune résistance derrière lui.

Pour sa part, H. Emmanuelli devait déclarer :

« Nous voterons cette motion (...) Les socialistes n'ont pas été a priori les porteurs de la présidentialisation du régime, d'autant plus qu'ils savaient que ces institutions avaient pour objectif, d'assurer un pouvoir fort et qu'ils savaient aussi que derrière les institutions, il y avait la volonté de briser les partis (...) La présidentialisation n'est pas forcément populaire. Nous savons, en revanche, que l'élection présidentielle au suffrage universel fait partie du paysage politique français. Elle est devenue une élection structurante, une élection bi-polarisante des élections françaises » (L'hebdo des socialistes n° 170 du 8/12/2000).

Au nom de la Gauche Socialiste, Julien Dray, tout en déposant un amendement « afin que la réforme institutionnelle se poursuive », lequel a été accepté, proposait de justifier l'inversion du calendrier dans les termes suivants :

« Je crois qu'il est important (...) de quand même rappeler que la situation est le produit du comportement de Jacques Chirac et que c'est lui qui a créé cette situation ubuesque en utilisant de manière régalienne le droit de dissolution en 1997 et qu'il lui appartenait, parce que justement il était président de la République, de restaurer la cohérence qui existait auparavant dans les institutions. Je crois qu'il est important pour nous que nous ne donnions pas le sentiment que nous changeons le calendrier pour des raisons de convenances mais parce qu'il y a une cohérence à rétablir et qu'il n'a pas pris ses responsabilités. » (L'hebdo des socialistes n° 170 du 8/12/2000).

Pourtant, tout de même, il y a quelques « *raisons de convenances* » qui ont probablement été déterminantes pour que le PS adopte sans hésitation le choix de Lionel Jospin. *Le Monde* du 19/12/2000 fait état d'une note publiée dans *La Revue Socialiste*, revue théorique du PS. Il indique :

« Cette note, qui a beaucoup circulé depuis quelques semaines démontre que la « base électorale » de la gauche plurielle s'est « rétrécie malgré les succès enregistrés depuis 1997 (...) On oublie trop souvent que la défaite de la droite ne s'est jouée qu'à un très petit nombre de voix » et que « avec 25,5 % des suffrages exprimés au premier tour de 1997, le PS reste loin de ses performances des années 1980 », note l'auteur, chiffres à l'appui, avant d'ajouter : « Les élections régionales de 1998 sont venues confirmer cette double tendance : une dynamique politique à gauche, qui lui permet de progresser en sièges(...) mais aussi un recul le resserrement de sa base électorale », qui se traduit par « un recul de plus de 5 points en 1998 par rapport à 1997 »

Le Monde poursuit :

« Enfin, l'affaiblissement de l'extrême droite, résultant de sa division, introduit une redoutable inconnue dans l'équation de 2002. Avec 15,2 % des suffrages, le Front national avait pu se maintenir au second tour dans 131 circonscription en juin 1997, provoquant 31 duels contre la droite, tous remportés par cette dernière ; 25 duels contre la gauche dont un gagné par le FN à Toulon ; et 75 triangulaires, dont 46 remportées par la gauche et 29 par la droite. On estime à une vingtaine les circonscriptions remportées par la gauche grâce à ces triangulaires ».

Il faut bien entendu se garder de prendre à la lettre de telles spéculations sur les conditions des élections législatives de 2002. Mais il n'en reste pas moins vrai que le rappel des circonstances qui avaient permis au PS et au PCF d'obtenir une majorité relative en 1997 correspond à la réalité. Depuis le FN a éclaté et les partis bourgeois traditionnels, UDF et RPR, sont presque totalement libérés de la menace d'une présence de ses candidats au deuxième tour. Il faut ajouter que le PS risque de payer chèrement la politique anti ouvrière que le gouvernement met en œuvre depuis 1997.

Par contre étant donné le discrédit qui atteint Chirac aujourd'hui, en particulier dans les rangs mêmes de la bourgeoisie, Lionel Jospin et à sa suite le PS ont de bonnes raisons d'espérer sortir vainqueur de l'élection présidentielle, ce qui inéluctablement favoriserait le PS lors des élections législatives. Conserver le pouvoir, regagner la présidence de la République, telles restent les motivations principales du PS. D'où son ralliement sans discussion aux grandes manœuvres de Lionel Jospin et à son ambition dévorante de devenir le prochain président de la cinquième République, garant de la pérennité de ses institutions.

Trois motions

Lors du conseil national du PS du 30 septembre 2000, trois motion d'orientation ont été finalement déposées. La motion 1 « *Ensemble, réussir aujourd'hui pour convaincre demain* », conduite par F. Hollande et soutenue par une alliance entre jospinistes, rocardiens et fabiusiens, rassemblant les signatures de Lionel Jospin et de tous les membres du gouvernement à l'exception de celle de JL. Mélanchon. La motion 2 « *Attika : la motion* » présentée par La Gauche Socialiste dirigée par J-L.Mélanchon, J. Dray et M-N.Lienemann. La motion 3 « Démocratie, *égalité* » emmenée par H. Emmanuelli allié avec les restes du courant du défunt J. Poperen rassemblés autour de A. Vidalies.

Cadrant les débats le 30 septembre, F. Hollande, premier secrétaire sortant et candidat à sa succession, résumait ainsi les objectifs du congrès :

« Tel est l'objet de notre congrès de Grenoble, ni un retour narcissique sur nous-mêmes ni un grand écart par rapport à notre politique menée depuis 1997, ni la répétition émoussée des rites, ni la dramatisation inutile des conflits, mais tout simplement l'occasion d'ouvrir un débat approfondi, pour fixer les grandes orientations du programme que nous élaborerons en 2001, en liaison avec les autres composantes de la gauche plurielle, pour les présenter aux Français en 2002 » (L'hebdo des socialistes n° 161 du 6/10/2000).

Dés le départ H. Emmanuelli et La Gauche Socialiste se sont situés dans ce cadre très consensuel : soutenir sur le fond la politique du gouvernement et arrondir au mieux les angles pour préparer les échéances électorales de 2002. A ce titre les leaders des motions 2 et 3 annonçaient le 30 septembre qu'ils ne présenteraient pas de candidat contre F. Hollande au poste de premier secrétaire. H. Emmanuelli déclarait que sa motion avait seulement pour but de contribuer au débat mais que son intention était de réaliser la « synthèse », c'est-à-dire la fusion avec la motion du bloc dit majoritaire, au moment du congrès. De son coté, égale à elle-même, La Gauche Socialiste maintenait une certaine ambiguïté en laissant la porte ouverte à une telle opération. *Le Monde* du 3/10/2000 commentait la position de La Gauche Socialiste dans les termes suivants :

« En présentant la motion de La Gauche Socialiste, Marie-Noëlle Lienemann avait subtilement distingué la « synthèse politique » impossible, de la « synthèse fonctionnelle », souhaitable, celle qui permettra, tout en s'opposant à la majorité, de rester au secrétariat national du PS... »

C'est donc sans crainte que F. Hollande et la garde rapprochée de Lionel Jospin s'apprêtaient à diriger le congrès du 24 au 26 novembre 2000. Le rassemblement des jospinistes, rocardiens et fabiusiens sur une seule motion laissait entrevoir qu'il n'y aurait pas d'affrontement ouvert pour la direction du parti comme ce fut le cas à Rennes en 1990 ; les oppositions déclarées faisaient clairement comprendre qu'il s'agissait simplement pour elles de se compter une dernière fois avant les échéances électorales.

Petites et grandes manœuvres

Résumant les deux mois de préparation du congrès, *Libération* des 25 et 26/11/ 2000 indiquait :

« Tous jospinistes ... et chacun pour soi. En novembre 1997, à Brest, lors du dernier congrès du PS, les caciques socialistes, encore sous le coup de la victoire surprise des législatives, délaissaient le parti et n'en pinçaient que pour l'action gouvernementale. Trois plus tard, changement de décor. Les remaniements, la nécessité d'élaborer un nouveau projet et la perspective d'un butin électoral à se partager dans dix-huit mois ont éveillé les appétits. Anciens ou actuels ministres, figures historiques ou nouveaux venus : ils sont une petite dizaine à monter leur écurie en vue du Grand Prix 2002 »

Le rassemblement autour de la motion 1 cristallise en réalité une paix armée. A l'approche des futures échéances électorales, les contradictions s'aiguisent entre les différents clans et cliques aspirant à se partager le *« butin électoral »*. Avant le congrès, rocardiens, avec M. Sapin et A. Richard, et jospinistes, avec JC Cambadélis, P. Moscovici et D. Vaillant, ont décidé se s'allier *« dans un «môle » qui, précise le dictionnaire, signifie aussi « brise-lames » ou « embarcadère »...* » (Le Monde du 25/10/2000). Il s'agit pour eux de surveiller les initiatives de L. Fabius qui a réussi à maintenir au sein du PS un puissant réseau personnel et qui est à l'affût pour:

« coller à Jospin pour, le cas échéant, se poser en recours naturel – pour Matignon en cas de victoire, voire le candidature à l'Elysée si Jospin perd les élections législatives et se retire du jeu» (Libération 25-26/11/ 2000).

De son côté Martine Aubry a relancé son club de supporters *Réformer*. Personne n'est dupe : si elle a quitté le gouvernement en octobre, en prétextant qu'elle souhaitait se consacrer à la campagne municipale pour la mairie de Lille, c'est qu'elle entend prendre position à la direction du PS. Avant la tenue du congrès, il était acquis qu'elle aurait la responsabilité au sein de la future direction de l'élaboration du programme du PS, ce qui la place en bonne position pour revendiquer un poste de premier ministre. Même E. Guigou cherche à jouer ses propres cartes :

« Désireuse d'étoffer son image, elle se fait gloutonne : elle a pris du galon ministériel, continue de réunir des députés qui lui sont proches, vise la mairie d'Avignon et veut exister dans le parti. Objectif : Matignon » (Libération des 25 et 26/11/ 2000).

Dans ces conditions, et les exemples de sous cliques et coteries, pourrait être multipliés, il est clair que la motion 1 n'est qu'un chiffon de papier dont le contenu vise à laisser les mains libres au gouvernement et à la direction du PS dans le soutien qu'il entend apporter à sa politique de défense de l'ordre bourgeois..

« Maîtriser le capitalisme »

Dans un interview au journal *Les Échos* du 17/11/2000, François Hollande exposait ainsi l'orientation de la motion 1 qui devrait être selon lui l'orientation du PS pour les prochaines années :

« L'objectif est le même que par le passé : il s'agit de conjuguer efficacité économique et justice sociale, mais nos instruments doivent s'adapter. Nous avons eu tendance, pendant des années, à penser que le progrès passait l'extension du secteur public, que seul l'État pouvait décider de tout et que toute hausse des prélèvements était une avancée vers l'égalité. Aujourd'hui, l'intervention publique doit prendre d'autres formes : la loi pour faire avancer les réformes indispensables (35 heures, emplois-jeunes, lutte contre la précarité du travail ou droit des salariés) ; la négociation sociale pour mobiliser les partenaires sur leur champ d'intervention (formation professionnelle, conditions de travail) ; enfin, l'arme budgétaire et fiscale qui doit assurer la modernisation du pays, la préparation de l'avenir et la redistribution. Bref, il faut rester volontaristes dans les ambitions et plus fins dans les réglages, plus subtils dans les modalités, plus collectifs dans les modes d'intervention. La régulation elle-même ne passe pas seulement par l'État. Elle doit s'appliquer dans les nouveaux droits à donner aux acteurs économiques et

sociaux : droit des salariés, droit des consommateurs, droit des producteurs, droit des usagers des services publics. Nous ne maîtriserons le capitalisme qu'avec la conjugaison de normes internationales et européennes, de règles fixées à l'échelle nationale et de droit confiés à la société civile ».

Le cadre politique, c'est la défense de « l'économie de marché », c'est-à-dire du mode de production capitaliste qu'il s'agirait de « maîtriser » et de « réguler ». Le sens de la « régulation », laquelle a pour contrainte première d'assurer « l'efficacité économique », c'est d'adapter les conditions d'exploitation du prolétariat aux besoins de la bourgeoisie française. Depuis 1997, la classe ouvrière et la jeunesse ont fait l'expérience de ce que le PS entend par les réformes indispensables à travers la loi Aubry généralisant la flexibilité et la baisse des salaires, celle instaurant l'épargne salariale ou encore la poursuite des privatisations ; la « négociation sociale » est la pleine justification du processus de la « refondation sociale » lancé par le MEDEF qui vient de se concrétiser par l'accord sur le PARE liquidant l'UNEDIC ou c'est aussi la remise en cause par l'extension de la décentralisation des statuts et garanties des travailleurs de la fonction publique.

En paroles, Hollande se démarque du « social libéralisme » mis en œuvre par Tony Blair et le Labour Party en Angleterre et dont L. Fabius est le chantre au sein du PS ; en pratique, la politique du gouvernement de la gauche plurielle et du PS tend à s'en rapprocher inéluctablement même si les rapports politiques en France font que les rythmes et les moyens pour y parvenir sont différents.

La Gauche Socialiste au diapason...

La Gauche Socialiste et le courant dirigé par Henri Emmanuelli se situent aussi sur le terrain de la « maîtrise du capitalisme ». Les motions des deux courants saluent sans rechigner le bilan du gouvernement de la gauche plurielle depuis 1997. *Le Monde* du 6/10/00 résume ainsi le contenu de la motion 2 :

« Sa motion prend la forme de sept lettres d'Attika à « monsieur le premier secrétaire », in fine appelé « François », sous la forme enlevée et directe. La Gauche Socialiste s'y définit comme « un pied de nez à tous ceux qui espèrent voir le socialisme français mis aux normes des Tony Blair et autres baudruches de la social-démocratie européenne domestiquée » ; Sept lettres qui sont autant de « ruptures », le socialisme étant défini comme « un projet concret alternatif au capitalisme (...) C'est quand même ultra-naïf de croire que l'on peut changer les règles du jeu, comme si on pouvait faire les poches au capitalisme pendant qu'il fait la sieste » écrit Attika qui défend pêle-mêle une augmentation des salaires, un contrôle des licenciements, un plan Marshall pour les banlieues, la République sociale européenne et la sixième République »

Effectivement, il s'agit au plus d'un *« pied de nez »* : Attika, *« groupie de la taxe Tobin et de José Bové »* (*Le Monde* du 6/10/00) si elle condamne l'épargne salariale, salue les avancées sociales que seraient la loi Aubry et la CMU ; le *« projet concret alternatif »* de La Gauche Socialiste ne dit mot de la question du mode de production du capitalisme et revendique plus que jamais le maintien d'une alliance « rouge-rose-vert » que matérialise aujourd'hui le gouvernement bourgeois de la gauche plurielle.

... Emmanuelli aussi mais en faisant de la résistance

La motion 3 impulsée par Emmanuelli joue elle franc jeu en affirmant d'emblée :

« Dès lors, la question n'est plus d'accepter l'économie de marché ou de refuser la société de marché, ce qui n'est pas évident, mais de promouvoir le progrès et les valeurs égalitaires. C'est d'accepter, dans l'économie de marché et dans la société, ce qui va dans le sens du progrès et de l'égalité ; et de combattre, dans l'économie de marché et dans la société ce qui contrarie le progrès et engendre l'inégalité. Cela implique le contrôle, la limitation – la régulation – de l'économie de marché par la seule force qui lui soit légitimement et efficacement opposable : le suffrage universel, expression de la volonté générale fondée sur l'égalité politique »

Dans ce contexte, elle met en garde le PS contre des éléments de la politique du gouvernement qui mettent en difficulté le PS vis-à-vis de son électorat. Elle revendique « plus de partage de la croissance » et s'en prend ouvertement à la politique du gouvernement mise en œuvre par Fabius :

« Si l'on est capable de consacrer 200 milliards de francs à la baisse des impôts, il devient difficile d'invoquer les contraintes budgétaires pour ne pas procéder à ces revalorisations [du SMIC, du pouvoir d'achat, des minima sociaux et des retraites – ndlr]. Les salariés ont supporté presque seuls le fardeau de la crise. Il est temps qu'ils tirent les bénéfices de la prospérité retrouvée »

Sur un autre plan, la motion d'Emmanuelli condamne l'agrément par le gouvernement du protocole sur l'UNEDIC. A la tribune du congrès il déclarera sur cette question :

« Quant à l'importante question de la démocratie sociale, il ne suffit pas de prévoir que, pour l'avenir, il nous faudra changer la loi pour que la ratification d'un accord implique une majorité syndicale. Il nous faut dire clairement ce que va devenir l'affaire de l'UNEDIC et ce qu'est notre position face à la refondation sociale. Légitime ou illégitime ? Nous disons aussi si le parlement va être consulté ou si le contrat minoritaire l'emportera sur la loi, après que nous ayons largement proclamé la supériorité de la loi sur le contrat. Ce n'est pas une affaire simple ;

Le peuple de gauche nous regarde, une majorité syndicale qui résiste courageusement aussi, dont il serait inacceptable qu'elle soit désavouée. Nous n'avons pas droit à l'erreur. Pour notre part nous n'avons pas cessé de le dire, c'est évidemment non. » (*L'hebdo des socialistes* n° 169 du 1/12/2000).

Sur ce point Emmanuelli lançait un sérieux avertissement au gouvernement et à la direction du PS : indiscutablement il exprimait au sein du PS ce que signifiait le fait d'agréer la convention instituant le PARE malgré le refus de la CGT et de FO de signer. De ce point de vue, il se faisait le porte-parole d'une partie du PS - qui craint que la politique du gouvernement ne le coupe d'une partie de son électorat.

Une demi-surprise...

Le résultat des votes sur les motions a constitué une demi-surprise. Pour 118 694 inscrits, il y a eu 78 739 votants (soit 72,94 %) dont 77 287 exprimés ; par rapport aux exprimés la motion 1 obtenait 72,94 %, la motion 2 13,28 % en étant devancée de peu par la motion 3 qui obtenait 13,78 %.
Ce fut une grosse déception pour La Gauche Socialiste et une heureuse surprise pour Emmanuelli qui n'en espérait pas tant, d'autant plus que début octobre J-L.Mélanchon avait dédaigneusement repoussé sa proposition de faire motion commune. Les « observateurs » retenaient que la « gauche » du PS atteignait un score plus qu'honorable de près de 27 %, la motion 1 conservant une confortable majorité. Au sein du conseil national et du bureau national, la motion 1 obtenait respectivement 149 (42 et 40 sièges, la motion 2 obtenait 27 et 7 sièges tandis que la motion 3 récoltait 28 et 7 sièges. Les deux motions minoritaires ont obtenu par ailleurs chacune 2 sièges au sein du secrétariat national de 31 membres.
En ce qui concerne l'élection du premier secrétaire, qui depuis la réforme instituée à l'initiative de Jospin en 1995 dans le cadre de la « rénovation » du PS a lieu dans la semaine qui suit le congrès par un vote direct de tous les adhérents, F. Hollande, seul candidat, obtenait 96,88 % des exprimés pour une participation au vote de 64,53 %.
Le résultat des votes sur les motions n'allait pas être sans conséquence sur le déroulement du congrès.

...et un dénouement inattendu

Juste avant l'ouverture du congrès, les résultats quasi définitifs étant connus, La Gauche Socialiste opérait un revirement complet en proposant à Emmanuelli la fusion des deux motions minoritaires en vue de peser sur une synthèse finale de toutes les motions. La direction du PS était de son côté prête à concéder à Emmanuelli qu'à l'avenir seul les accords paritaires signés par une majorité de syndicats seraient validés, contrairement à la pratique pour l'accord sur l'UNEDIC. Sûrs qu'Emmanuelli allait se satisfaire de ce compromis, les dirigeants de La Gauche Socialiste se prononçaient alors pour la « synthèse ». *Libération* du 27/11/2000 relate :

« L'ancienne ministre de l'Emploi, et les orateurs de la majorité qui lui succèdent, le ministre des Affaires européennes, Pierre Moscovici, comme ceux de la Défense, Alain Richard et de l'Intérieur, Daniel Vaillant, jugent la synthèse « souhaitable » et « possible ».
Avec grandiloquence, le ministre de l'Enseignement professionnel, Jean-Luc Mélanchon, tente d'y inclure La Gauche Socialiste (GS). Il en fait des tonnes pour vanter l'œuvre de Lionel Jospin qui « nous a ramenés sur le chemin du plein emploi, ce flamboyant printemps du peuple ». Il assure son supérieur de son « dévouement » et lance : « La synthèse ne se décrète pas, elle se constate ». Son compère Julien Dray monte à la tribune pour écarter le spectre d'une GS ramenée au rôle « minorité agissante gardienne du temple ». Le député de l'Essonne annonce un nouveau « virage » de ces troupes : «Celui de la responsabilité. Et celui-là nous l'assumons !». Après une énième volte-face, la GS veut coller à Emmanuelli pour éviter un tête-à-tête entre la majorité du PS et l'ancien président de l'Assemblée nationale. « Dans la majorité ou dans l'opposition, je m'en fous, confie Mélenchon dans les couloirs. L'essentiel c'est qu'on forme un bloc de 27 % qui ne servira pas seulement à porter les sacoches des autres »

A ce petit jeu le sénateur ministre Mélanchon et le député Dray vont se faire piéger par Emmanuelli qui, fort de son score et de sa position maintenue dans le PS refusera la synthèse... et contraindra les petits magouilleurs opportunistes et arrivistes de La Gauche Socialiste à une ultime volte-face en refusant à leur tour la synthèse.

Guigou crache le morceau

Lors de la commission des résolutions, Emmanuelli refuse de céder : il ne se satisfait pas d'une concession sur les accords majoritaires pour l'avenir et veut que le congrès rejettent l'accord de l'UNEDIC, évoquant *« l'afflux de pétitions syndicales »* (*Libération* du 27/11/2000). Selon le même journal *« Le ton monte. Élisabeth Guigou s'emporte : « Je ne veux pas qu'on m'impose mon ordre du jour » »* Selon *Le Monde* du 28/11/2000, perdant tout contrôle, elle aurait aussi lâché *« Je n'accepterai pas de me faire dicter ma politique par le PS ! »*.
Le fait qu'Emmanuelli ait maintenu sa position sur la question du PARE est une illustration de la contradiction fondamentale au sein du PS. Comme le rappelait *Combattre Pour le Socialisme* n° 81 du 28/4/2000 :

« D'une certaine manière, le PS doit son existence au fait que le prolétariat, en l'absence d'autre possibilité et bien que n'ayant pas la moindre illusion sur lui, cherche à l'utiliser en tant que parti ouvrier contre la bourgeoisie. C'est pourquoi au sein du PS comme au sein de la plupart des partis sociaux démocrates s'expriment constamment des manifestations de résistance à sa liquidation, à sa transformation en un parti bourgeois. Les courants, cliques, voire « personnalité » qui expriment cette tendance ne sont pas moins attachés politiquement à la société bourgeoise que ceux qui sont les partisans de sa « rénovation » »

Les déclarations de Guigou illustrent parfaitement les rapports que Lionel Jospin entend entretenir avec le PS. Il a parfaitement retenu les enseignements de F. Mitterrand qui quittant l'Elysée en 1995 et passant par le siège du PS, mettait en garde les partisans de la « rénovation » en indiquant *« Le Parti Socialiste est désormais le parti de l'alternance. Lorsque les Français désireront changer de politique, c'est vers vous qu'il se tourneront »*.
Mais dans le même temps, pour accomplir son « destin » présidentiel et donner l'assurance à la bourgeoisie qu'il est capable de mettre en œuvre ainsi la politique dont le capital à besoin, L.Jospin doit, en s'appuyant sur ce qui a constitué à un moment donné l'avant-garde du pôle « rénovateur », s'inféoder le PS, le transformer en parti du président et accentuer sa dégénérescence en tant que parti ouvrier.

Le 30 décembre 2000

Supplément RATP à *CPS* du 28 octobre 2000

Baisse du pouvoir d'achat et flexibilité, productivité : l'ARTT met en œuvre la politique antiouvrière du gouvernement

Par note *flash* du 23 septembre, "*la Direction de l'Entreprise a pris l'engagement que l'ensemble des agents bénéficie de 121 repos au 1er janvier 2003. (...) Dès le 1/10/2000, chaque agent bénéficiera de 4 jours au minimum de repos supplémentaires au titre de l'année 2000*". C'est une mystification !
La Direction dissimule que chaque agent a commencé à financer 3 jours par la " modération salariale ", c'est-à-dire par la perte de pouvoir d'achat, actée par le contrat salarial et social (les retraités financent donc également !!) signé, le 16 mai, par les Autonomes, CFDT, CFTC, CGC et FO-ATMIC. Les agents ne "bénéficieront" pas plus de 14 autres repos supplémentaires (au plus tard en 2003). Ces repos sont et seront obtenus sur le dos exclusivement des personnels : par l'aggravation des conditions de travail (ex: réduction de la réserve), la remise en cause de droits acquis (ex: temps de paie dans les ateliers) et la flexibilité, la productivité accrue ("nouvelles organisations ").

L'ARTT (aménagement et réduction du temps de travail, " 35h ") : tout bénéfice pour la Direction.

Elle entend associer systématiquement les dirigeants syndicaux à la mise en œuvre des opérations de productivité : suppression de filières et polyvalence (télébilletique, décentralisation des PCC, liquidation des B2, ...), poursuite du protocole conduite, au Métro, ... Il s'agit d'habituer les travailleurs à subir, en fonction des besoins de la Direction, tout "aménagement", flexibilité, déréglementation.

La " contractualisation " : l'obligation de productivité

Depuis l'origine, les comptes de la RATP ont été automatiquement équilibrés par une " indemnité compensatrice ". A partir de 2001, la RATP s'oblige, par contrat, à des " performances économiques ", fixées par le STP (bientôt STIL). Autorité de tutelle, également pour la SNCF qui a 'contracté', il est le financeur et fixe donc les résultats à atteindre. En cas de grève ou pour tout manquement au contrat, la RATP y sera de sa poche (malus). Le STP ne cache pas que l'" efficacité économique " devra augmenter au fil des années.

La logique de la contractualisation - qui se traduit, en interne, par " forfait global de moyens " à BUS, " certification " à Métro et à RER - est d'aboutir à une gestion d'entreprise privée. La division du département Métro en deux, annoncée cet été, est une nouvelle étape du processus de décentralisation engagé en 1990, dont le fil conducteur est de faire fonctionner la RATP comme un ensemble de PME. Son objectif est de poursuivre la dislocation des personnels (les conducteurs d'un côté, les stations de l'autre) et de donner simultanément plus de pouvoir aux directeurs d'unité.
Avec les externalisations (ou sous-traitance), filialisations et, désormais, la déspécialisation géographique, la RATP tisse des liens avec le capital privé. En perspective, les groupes capitalistes ambitionnent de tailler des croupières à la RATP et à la SNCF, grâce à la fin de leur monopole. Le Président a rappelé, opportunément, à la presse patronale que " *les transports publics relèvent d'une mission de service public* " dont " *la mise en œuvre (...) peut être déléguée à des entreprises privées* " (*La Tribune* - 28/8). La Direction affiche dans le journal du CRE son ambition : " *Ce qui est offert à la RATP, c'est de démontrer qu'elle peut être aussi et même plus performante qu'une entreprise privée.* " (*Fréquence* - 6/2000). La Direction ne peut avancer qu'en s'attaquant durement aux acquis, aux conditions de travail de toutes les catégories, au droit de grève, en dernière analyse, en mettant directement en cause, le Statut du personnel (et ce qui s'y rattache).

" *Cette question (...) n'a pas à être diabolisée* " (Union syndicale CGT)

En avril 2000, alors que la 'contractualisation' n'était pas finalisée, la CGT déclarait:
"*Cette question de contractualisation n'a rien d'illégitime si elle permet de clarifier les rapports entre le STP et l'entreprise publique RATP, de donner aux élus franciliens plus de pouvoir sur leurs décisions et de mieux contrôler l'usage des fonds publics...* " (tract du 5/4).
Il faut le constater : les dirigeants syndicaux ont joué les fourriers de la Direction et l'ont acté, au CA de la RATP, puisqu'aucun des " représentants du personnel " n'a voté contre.

" Négociations " : ce que la Direction n'a pas pu faire...

Le protocole du 2 juillet 1999 a été signé par 3 syndicats CGT sur 5 (BUS, ouvriers, maîtrise), les Autonomes, CFDT et CFTC, après des mois de " négociations ". Un nouveau cycle de négociations, décentralisées, " métiers " par " métiers ", a suivi, dans le cadre de ce protocole, orchestré par la Direction. Tous les bureaux syndicaux, non signataires compris, ont scrupuleusement observé les conditions de déroulement des négociations, fixées par le protocole, notamment :
"*une volonté partagée d'innover dans les organisations du travail (...) sans dégrader les coûts unitaires de production*".
Des norias de réunions et d'audiences se sont succédées jusqu'aux consultations de la Direction, en mai et juin. Dans les pires conditions (chacun, individuellement, a été questionné par la Direction à la demande pressante des organisations syndicales, sauf FO), ceux qui ont répondu, ont dit non à 60%.
Partout : un non sans appel (le tertiaire et l'encadrement n'ont pas été consultés), sauf chez les B1 du Métro (et à STI). En effet, la Direction a pu, grâce à l'extrême confusion, et en triturant les résultats, exciper d'une majorité de 61% de 'favorable' chez les agents de station - représentant, en fait, 35% des agents 'consultés' ! Elle a ensuite pu se prévaloir de la signature d'un accord de productivité, grâce au Syndicat autonome traction (sic!) et au chétif syndicat chrétien. En mai, un 1er accord, l'accord encadrement, avait été signé par tous les syndicats, sauf la CGT. Annualisation parfaite. Il autorise une durée de travail de 10h par jour, de 48h par semaine et 44h en moyenne hebdomadaire sur 12 semaines consécutives : un accord "de rêve" pour la Direction !
Contre le "non" retentissant du Personnel à la Direction, non à la "modération salariale" et à toute flexibilité, les "négociations" ont repris, sur les mêmes bases.

... les responsables CGT l'ont obtenu.

Les syndicats CGT ont entrepris, en octobre, de " consulter " les agents sur les " nouvelles propositions " de la Direction.
Au Métro-RER, le bulletin pose d'emblée la question : " *La Direction propose les 121 repos en 4 et 3 étapes (selon les catégories) Vous êtes pour/ contre. Si vous êtes contre, combien d'étapes souhaiteriez-vous pour aller aux 121 repos ?* ". En d'autres termes : A quelle sauce voulez-vous être mangés ? Et le questionnaire poursuit : " *Etes-vous pour la suppression de la modération salariale ? - oui/non* ".
Le GISO-CGT a été encore plus direct. Dans un " courrier individuel adressé à chacun des salariés de la maintenance " (18/9), il a expliqué que ce qui est proposé, c'est " *que la productivité permette de contribuer à financer la réduction du temps de travail* "; insistant : " *La CGT accepte de discuter productivité* ", il a conclu : " *Il est clair que nous apprécions ces nouvelles propositions de manière positive...* ".
Dans la foulée, les responsables ont procédé à une " consultation " du personnel et se sont permis de signer l'accord avec la direction. A BUS, les responsables CGT ont procédé de la même manière. Aucune différence entre la " consultation " de la Direction et celle de la CGT ? Si. Ceux-ci ont pesé toute leur autorité de dirigeants syndicaux !

Protocole du 2/7/99 : il faut exiger des syndicats signataires qu'ils dénoncent le protocole et tous les accords qui en découlent (B1-BL, BUS, maintenance...) et des non signataires, qu'ils refusent toute négociation.

Ce que demande la Direction aux dirigeants syndicaux, c'est que " *les organisations syndicales signataires engagent une représentation majoritaire des personnels et conviennent avec la Direction de veiller ensemble à la bonne application des (accords)* ". (Texte présenté en commission de suivi par la Direction, le 13/9). Pour la Direction, sa politique antiouvrière ne peut être mise en œuvre que si les syndicats - au moins la majorité - s'en font les agents directs dans son application.
Cela explique l'acharnement des responsables syndicaux - en particulier CGT - à tenter de faire porter, grâce aux " consultations " la responsabilité des accords sur les personnels. Comme si les travailleurs pouvaient s'interdire de combattre pour leurs revendications !

Contrat salarial et social : il faut exiger des syndicats signataires qu'ils dénoncent le contrat et des non signataires, qu'ils refusent toute négociation.

En application du contrat, les salaires ont été majorés, pour la 1ère fois depuis octobre 1998, de 0,4% au 1/1 puis 0,4% au 1/10, alors que le coût de la vie a augmenté de 2,9%. Le contrat prévoit ensuite 0% d'augmentation pendant un an alors que l'inflation est désormais de 2,2%.
Ce contrat n'organise pas seulement la baisse du pouvoir d'achat (2,1% + 2,2% = 4,3% ... si la hausse des prix ne s'accentue pas !), il prévoit la mise en place d'accord d'intéressement. Une partie du salaire serait conditionnée par les résultats de l'entreprise, autrement dit, le salaire dépend des efforts des travailleurs pour s'auto-exploiter.
Le président a résumé ce qu'est l'intéressement : la prime (2000) sera versée à la condition qu'il n'y ait pas de grève d'ici la fin de l'année ! (*Le Parisien*).

Les syndicats doivent servir à la défense des intérêts des travailleurs, à rassembler dans l'unité les personnels contre la Direction, à combattre pour la défense des acquis, pour les revendications.

Jusqu'à ce que les travailleurs parviennent à les contraindre à rompre avec la Direction, à dénoncer les accords antiouvriers, les responsables syndicaux continueront à assujettir les organisations syndicales à la politique du gouvernement et de la Direction, dans les instances de participation (CA, CDEP, ...), à appliquer le pacte antigrève de 1996 et le " dialogue social ".
Nul ne peut interdire aux travailleurs de combattre pour leurs conditions d'existence et de travail. Les travailleurs de la RATP sauront imposer que les syndicats jouent le rôle qui doit être le leur dans le combat contre la Direction :
- **pour le rattrapage du pouvoir d'achat massivement perdu au fil des années par une augmentation du point**, et son indexation au coût de la vie pour le garantir (échelle mobile, refus de toute " modération "),
- contre tout salaire à la performance, au mérite, contre tout accord d'intéressement,
- **pour l'annulation des accords de productivité et d'aménagement du temps de travail,**
- pas un agent en moins, pas un poste en moins. Grille unique fondée sur la juste reconnaissance de la qualification. Pas d'emploi précaire.

Œuvrer à ce combat, c'est - quand les circonstances le permettent - prendre et soutenir toute initiative militante.

La Direction applique fidèlement la politique du gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg, gouvernement au service des intérêts du capitalisme français. En combattant pour ses revendications, les travailleurs se heurteront au gouvernement. Pour lui infliger une défaite décisive, il existe une possibilité immédiate pour le prolétariat : imposer aux députés PS et PCF, majoritaires à l'Assemblée nationale, de rompre avec les partis bourgeois, de constituer un gouvernement PS-PCF sans représentant des partis bourgeois, de chasser Chirac et d'en finir avec la Ve république. De ce gouvernement, il exigerait de satisfaire ses revendications.
Mais pour défendre ses conquêtes, garantir le salaire et le droit au travail, aux études, à la santé, à la retraite, le prolétariat doit combattre et renverser le pouvoir du capital. Le PS et le PCF défendent le régime capitaliste. Un parti révolutionnaire est indispensable pour que le prolétariat puisse instaurer son pouvoir, un Etat ouvrier. Les militants regroupés autour de " *Combattre pour le socialisme* " veulent y contribuer.

PALESTINE: Combattre pour le Socialisme informe.

Entre le 23 et le 25 octobre, plus de 100 étudiants de Lille ont signé une adresse aux dirigeants des syndicats étudiants pour exiger: "*APPELEZ A UNE MANIFESTATION NATIONALE A L'AMBASSADE D'ISRAËL POUR EXIGER: ASSEZ DU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN, c'est le droit élémentaire du peuple palestinien d'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales. Adressez-vous aux dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de la FEN, ainsi qu'au PS et au PCF pour qu'ils en fassent de même.*"

Le mouvement du prolétariat serbe et la chute de Milosevic

5 octobre 2000: Milosevic chassé de la présidence de la RFY

Le 5 octobre, onze jours après les scrutins présidentiel et législatif du 24 septembre en RFY, dans lesquels Milosevic avait été battu, le prolétariat et la jeunesse serbe se rassemblent à Belgrade et envahissent le parlement fédéral en balayant les forces de police fidèles au régime. Milosevic est contraint de quitter la présidence de la RFY.

Le 7 octobre, Kostunica, candidat de "l'opposition démocratique serbe" (ODS), a été reconnu vainqueur de l'élection présidentielle par Milosevic, qu'il a rencontré tranquillement à Belgrade. Il est investi président de la RFY par le même parlement pris d'assaut deux jours plus tôt.

Le 24 octobre, alors que le mouvement du prolétariat et de la jeunesse de Serbie s'était centralisé sur le mot-d'ordre "dehors Milosevic !", un "gouvernement de transition" pour la Serbie est constitué avec comme premier ministre, M.Minic, du "parti socialiste de Serbie"(SPS) de Milosevic. Cette situation concentre l'ensemble des problèmes politiques auxquels est confronté le prolétariat dans ce pays.

16 mois après l'agression impérialiste contre la RFY (Serbie-Monténégro)

La chute de Milosevic survient 16 mois après la fin de l'agression impérialiste contre la RFY qui a laissé le pays totalement ruiné, la quasi totalité des usines détruites et le prolétariat socialement disloqué.

Rappelons que les 77 jours de frappes réalisées sous direction américaine, avec le concours du gouvernement de la coalition PS-PCF-Verts-MDC-PRG, firent des dégâts considérables : 3 300 tués dont 1 500 civils, 15 000 blessés... 4 milliards de dollars de pertes, 45 ponts détruits.

A quoi on doit ajouter les dommages dans les hôpitaux, la destructions d'usines chimiques, dispersion dans la nature d'agents toxiques qui empoissonneront certainement plus les peuples des Balkans que les soldats de l'OTAN.
Si la guerre, les sanctions économiques imposées par les puissances impérialistes à la Serbie de 1992 à 1995 et de 1998 à la chute de Milosevic, ont gravement détérioré la situation du prolétariat, cela a également nettement fragilisé le régime. En fait, depuis la guerre menée par l'OTAN en 1999, le régime de Milosevic est en sursis.

Dix ans après l'accession de Milosevic au pouvoir

Milosevic a accédé au pouvoir sur la base de la répression au Kosovo (Etat d'urgence décrété en 1989, suppression de l'autonomie de la province peuplée à 90% de Kosovars et à 10% de Serbes et Monténégrins). Il brandit alors l'étendard du nationalisme serbe, pour lequel le Kosovo est une pierre de touche. Il s'inscrit ainsi dans le processus de dislocation en cours de la Yougoslavie sur la ligne de la constitution d'une "Grande Serbie" (Serbie et Kosovo, Slavonie et Krajina en Croatie, majeure partie de la Bosnie).

Il instaure à cette fin en Serbie un régime bonapartiste policier dont l'exacerbation du nationalisme est le ferment, étouffant autant que possible, mais pas totalement, les libertés démocratiques, disciplinant autour de lui la bureaucratie et les couches petites-bourgeoises de Serbie.

Dix ans après, l'échec de Milosevic est total. De la "Grande-Serbie", il ne reste qu'une "République Fédérale de Yougoslavie", ruinée, n'ayant comme prolongement qu'un accord de coopération avec la "République Serbe de Bosnie". Des centaines de milliers de Serbes ont dû fuir la Croatie. L'impérialisme US l'a amputée de fait du Kosovo. Le Monténégro agite périodiquement la menace de la sécession. La RFY est encerclée par les troupes impérialistes stationnées au Kosovo et en Bosnie et dans l'ancienne République Yougoslave de Macédoine.
Dans une ultime fuite en avant, cherchant à profiter des conséquences terribles sur le prolétariat Serbe de ces dix années et notamment celles de la guerre impérialiste du printemps 1999, Milosevic convoque des élections législatives et présidentielle pour le 24 septembre.

Milosevic tente un coup de force

Le 6 juillet 2000, le parlement fédéral, largement dominé par le SPS de Milosevic et la "gauche unie" de son épouse, adopte des amendements à la constitution prévoyant notamment l'élection du président au suffrage universel. C'est une tentative de coup de force. Cela permet à Milosevic de briguer un nouveau mandat (renouvelable une fois) alors qu'il devait partir en 2001. En même temps, Milosevic fait adopter des amendements renforçant le pouvoir fédéral, en fait, le sien.

" les députés de la chambre haute de l'Assemblée Fédérale seront désormais élus au suffrage universel direct et non par les parlements de Serbie et du Monténégro. Ceci va considérablement réduire l'influence politique de la petite république côtière, beaucoup moins peuplée que la Serbie. Les deux républiques ont les mêmes droits constitutionnels mais, avec l'élection au suffrage direct du président et du parlement, le Monténégro, avec une population de 650 000 habitants, ne pèsera pas lourd face aux 8 millions d'habitants de la Serbie "(*Le Monde* du 8 juillet 2000).

Il s'agit de durcir encore le caractère autoritaire du régime, d'étouffer le Montenegro. Car, explique encore *Le Monde* :

"Depuis l'élection, en 1997, de M. Djukanovic à la présidence monténégrine, les relations entre le Monténégro et la Serbie sont tendues. Le président monténégrin, un ancien protégé de M. Milosevic, accuse ce dernier d'être responsable de l'isolement international de la Yougoslavie. Sous sa direction, le Monténégro réclame depuis longtemps un rééquilibrage de ses relations avec la Serbie, menaçant d'aller vers l'indépendance s'il ne l'obtient pas".

Pour les puissances impérialistes, USA en tête, une occasion de se débarrasser de Milosevic

Depuis la fin de la guerre qu'elles ont menée contre la RFY en 1999, les puissances impérialistes, Etats-Unis en tête, ont multiplié les initiatives de soutien aux formations d'opposition à Milosevic. La première des tâches consistait à parvenir à former une opposition unie. Pour cela:

"Les occidentaux exerçaient des pressions, tentaient de pousser les différentes composantes vers un consensus. Des réunions étaient organisées au Monténégro, à Dubrovnik, bientôt à Budapest, où les Etats-Unis, privés d'ambassade à Belgrade, mettaient en place une mission spéciale chargée de la Yougoslavie (...). Ces efforts allaient s'intensifier après l'annonce par Slobodan Milosevic, en juillet dernier, de la tenue d'une élection présidentielle fédérale, pour la première fois au suffrage universel (...).

Les Etats-Unis débloquaient d'importantes aides financières: le chiffre de 70 millions de dollars a été mentionné par le Washington Post (...)" (Le Monde du 21 octobre).

Les résultats ne se font pas attendre: pendant l'été 2000 "l'Opposition démocratique de Serbie" (ODS), coalition de 18 formations d'opposition à Milosevic, est formée et désigne un candidat unique pour les élections présidentielles, Kostunica. Le 18 septembre, les ministres des affaires étrangères de L'Union européenne publient "*un message au peuple serbe* " dans lequel ils appellent à voter contre Milosevic. A la veille des élections, les sondages donnent 20 points d'avance à Kostunica.

"L'Opposition Démocratique de Serbie"

Pourtant le programme de Kostunica se situe sur une orientation de soumission totale aux puissances impérialistes, ouvertement contraire aux intérêts du prolétariat. Sur le terrain du chauvinisme il n'a rien a envier à Milosevic. La presse de "l'opposition" elle-même l'appelle "*le nationaliste en tenue de soirée* ".

Le programme de gouvernement de l'ODS se donne notamment comme objectifs:

"La réintégration de la Yougoslavie et de la Serbie dans les institutions internationales (pacte de stabilité en Europe du sud-est, FMI, Banque mondiale, Union européenne) ", "l'accès aux investissements et capitaux étrangers ", "la baisse des dépenses publiques", "la libéralisation des prix", des "privatisations massives " .

Sur ce dernier point, le groupe d'économistes "G17" qui a servi de "boîte à idées" à l'opposition précisait, dans une brochure intitulée "*final account*" publiée au lendemain des bombardements:

"La coexistence de deux formes de propriétés - étatique et « sociale » [les guillemets sont dans l'original] caractérisent l'économie yougoslave. Ces formes ne peuvent pas servir de bases à une structure motivante nécessaire à l'économie de marché.

Seuls des privatisations radicales et un cadre légal et institutionnel général pour le secteur privé, en particulier les PME, peuvent être le pilier pour la reconstruction et le développement de l'économie yougoslave, avec un intérêt direct pour les capitaux étrangers...".

Les élections du 24 septembre: le prolétariat et la jeunesse de Serbie veulent le départ de Milosevic

Milosevic voit la défaite arriver. Il tente une manœuvre dont il est coutumier: le trucage électoral. Le Kosovo (comme lors des élections présidentielles serbes de 1997) mais aussi le Monténégro, où les partisans de Djukanovic refusent d'aller voter, doivent servir de réserve de bulletins frauduleux. Mais cela n'y fera rien. Le scrutin du 24 septembre est marqué par une forte participation de 70%. La commission électorale centrale, organe du pouvoir, donne les résultats suivants: 48,9% des voix pour Kostunica, contre 38,6% à Milosevic. Aucun candidat n'ayant obtenu de majorité absolue, un second tour doit avoir lieu. Il est fixé pour le 8 octobre. Mais l'ODS conteste les résultats officiels, en donnant Kostunica vainqueur dès le premier tour avec 52% des voix.

Cependant, l'ODS n'exige pas que Milosevic s'en aille immédiatement, conformément à ce que le prolétariat et la jeunesse ont exprimé à travers leur vote. Kostunica demande un nouveau comptage des voix. Il est soutenu en cela par l'Union européenne, présidée à ce moment par la France. L'ensemble des puissances impérialistes saluent la victoire de Kostunica et s'adressent à Milosevic pour qu'il ne joue pas la "politique du pire". Tout est fait pour que les choses se passent "dans la légalité", c'est à dire sans remettre en cause l'appareil d'Etat et en limitant la mobilisation du prolétariat.

Mais dans la semaine du 24 septembre au 1er octobre un mouvement de manifestations pour que Milosevic quitte le pouvoir gagne l'ensemble du pays. *Libération* note: "*Les slogans sont toujours les mêmes:"Gotov je" ("Il est fini")* ". Le mercredi 27 septembre, 200 000 manifestants sont rassemblés à Belgrade. Le 29 septembre, Kostunica s'adresse aux manifestants de la capitale. Il réitère sa demande d'un nouveau décompte des voix et ajoute même qu'il s'agit d'un "*geste de bonne volonté* "!

Le prolétariat, la classe ouvrière, la jeunesse, eux, n'entendent faire preuve d'aucun acte de "bonne volonté" à l'égard du régime pourri de Milosevic. Le prolétariat, la classe ouvrière, interviennent activement, deviennent la force de frappe autour de laquelle va se rassembler l'ensemble de la population laborieuse, contre Milosevic.

La classe ouvrière s'engage: De le grève des mineurs de Kolubara...

Le 28 septembre, les mineurs de Kolubara cessent le travail et constituent leur comité de grève. Leur revendication: que Milosevic s'en aille. *Le Monde* du 21 octobre relate:

"Mercredi 4 octobre, le régime dépêche sur place le chef d'état major de l'armée, Nebojsa Pavkovic, pour tenter de faire plier les grévistes qui menacent l'approvisionnement des centrales thermiques. Non seulement les mineurs

tiennent bon mais ils reçoivent le soutien de milliers d'habitants de la région qui prennent la direction de la mine (...). Kolubara fait alors tâche d'huile. Le pays est quasiment paralysé. ".

Le jeudi 28 septembre et le vendredi 29, les grèves ont gagné l'ensemble du pays. C'est notamment le cas dans le sud du pays, à Nis et Cacak, villes dont les municipalités sont tenues par l'opposition, ainsi que dans le centre, à Kraljevo. "L'ODS", après avoir lancé une consigne de "désobéissance civique", appelle à une "grève générale" qui doit commencer le lundi 2 octobre, mais qui, en réalité, est déjà un fait. Le mardi 3 octobre, "l'ODS" convoque une manifestation à Belgrade pour le 5 octobre. M. Marjanovic, premier ministre serbe publie un communiqué menaçant:

"Le gouvernement serbe va prévenir et punir toute tentative d'activité subversive anti-serbe et anti-yougoslave... ".

L'opposition se veut rassurante et se défend d'être responsable de quelque "activité subversive" que ce soit. Jankovic, vice-président du "Parti démocratique de Serbie", présidé par Kostunica, répète: "*Nous voulons une transition légale*". En clair: la manifestation convoquée pour le 5 octobre n'a pas pour but de chasser Milosevic par les moyens de la lutte de classe du prolétariat. La mobilisation que veut l'ODS doit être limitée et uniquement lui permettre de convaincre Milosevic de partir. A tel point qu'un général rallié à l'opposition témoigne (*Le Monde* du 21 octobre):

"Nous avons demandé aux grévistes de Kolubara et d'ailleurs de rester sur place, de ne pas venir à Belgrade ".

... au rassemblement du prolétariat à Belgrade le 5 octobre

Malgré les ordres des chefs de l'opposition, le 5 octobre, des centaines de milliers de manifestants se rassemblent à Belgrade. La cour constitutionnelle sur ordre de Milosevic annule l'élection présidentielle. Mais il est déjà trop tard et Milosevic, en réalité, n'a plus les moyens d'utiliser la répression qui était le corollaire d'une telle "annulation".
A 15 heures, enfonçant les rangs de la police, les manifestants envahissent le parlement fédéral, puis précédés d'une pelleteuse venue de la ville ouvrière de Caçak, ils enfoncent et prennent le siège de la télévision, la voix de Milosevic.

A 16 heures, les orateurs de l'opposition annoncent:"*Nous proclamons le nouveau président, V.Kostunica* ". C'est au crédit du prolétariat, de la classe ouvrière et de la jeunesse de Serbie qu'il faut inscrire la chute de Milosevic. Ils ont été la force sociale déterminante. En prenant d'assaut le parlement, ils ont posé directement la question du pouvoir.

Le prolétariat veut en finir avec le régime de Milosevic

Dès le début de leur mouvement, dans l'ensemble du pays, les ouvriers commencent à chasser les directeurs d'usines liés à Milosevic. Le 15 octobre, dans la ville de Nis, 70% des directeurs d'entreprise avaient été changés. Partout dans le pays se produisent des évènements identiques. Krstic, maire de Nis, explique:

" Les ouvriers et les syndicalistes se sont organisés. Ils sont allés voir le directeur, un militaire, et ont exigé sa démission. Un état-major de crise a été formé. Tous les syndicats et quelques membres de la direction y siègent. Dans chaque atelier, par un vote à bulletin secret, les ouvriers désignent leurs représentants à l'assemblée de l'usine. Celle-ci élira ensuite le conseil d'administration, qui choisira le directeur".

Bien que se mouvant dans des formes héritées de la propriété "sociale", dans l'autogestion initiée par Tito, ces processus indiquent qu'est à l'immédiat ordre du jour, au moment de la chute de Milosevic et de la grève générale, la constitution de véritables conseils ouvriers, leur fédération à l'échelle nationale, posant sa candidature au pouvoir.

Mais pour cela, il faut au prolétariat un programme clair, sur un terrain de classe. C'est ce qui lui manque cruellement, et qui explique que l'ODS ait pu même utiliser le mouvement de la classe ouvrière pour ses propres besoins et le faire rentrer très rapidement, après les débordements précédant le 5 octobre, dans le lit de la "légalité" du régime mis en place sous Milosevic.

Une "transition légale"

Tout depuis le 24 septembre, y compris la manifestation du 5 octobre, été préparé par l'"ODS" de manière à éviter que s'ouvre une crise de l'appareil d'Etat, une crise révolutionnaire.
Pour cela, l'opposition savait pouvoir compter sur toute une partie de l'appareil d'Etat qui, officiellement ou non, avait lâché Milosevic. Ainsi *Le Monde* du 21 octobre informe:

"Depuis des semaines, des contacts discrets ont aussi été noués avec l'armée et la police (...) Il y a plusieurs mois déjà que l'opposition sent le vent tourné (...) Certes, en 1991, Milosevic n'avait pas hésité à sortir les chars dans les rues de Belgrade pour mater des manifestants d'opposition. Mais les temps ont changé. L'armée (...) a mal digéré la défaite du Kosovo. Le moral des troupes est au plus bas. L'ODS en a d'ailleurs une idée assez précise depuis les élections du 24 septembre, puisque les casernes ont massivement voté contre Milosevic ".

L'état major lui-même est traversé par ce mouvement. D'anciens généraux du temps de la guerre contre la Croatie et en Bosnie, tel M.Perisic limogé en 1998, mais aussi l'ancien chef des services secrets serbes, J.Stanisic, sont partisans de l'opposition. Une partie de l'appareil d'Etat, de l'ancienne bureaucratie, a décidé de lâcher Milosevic, tirant le bilan de ses dix ans de pouvoir.

De la désagrégation de la Yougoslavie aux accords de Dayton

Durant la décennie 1980-90 les questions nationales, que la fédération yougoslave n'a pu régler s'avivent avec le développement de la crise économique. "L'autogestion", met en concurrence les travailleurs, les entreprises, les

régions, constituant une véritable transition vers le rétablissement du capitalisme. L'économie yougoslave est morcelée, les pouvoirs locaux, politiques et financiers, se renforcent considérablement. La bureaucratie et son parti finissent par éclater. En Slovénie, en Croatie, Républiques les plus riches de la Yougoslavie, les bureaucrates locaux se font "indépendantistes" avec le soutien politique financier de l'impérialisme Allemand réunifié. En Serbie, Milosevic veut transformer la Fédération Yougoslave en instrument exclusif de la bureaucratie Serbe.
Les interventions des différents impérialismes accentuent les contradictions à tel point qu'elles débouchent sur la guerre. En 1991, l'impérialisme allemand pousse les gouvernements de Croatie et de Slovénie à proclamer leur indépendance et la reconnaît unilatéralement.

De leur côté, les gouvernements français et anglais soutiennent le gouvernement Serbe, soucieux de bloquer l'offensive de l'impérialisme allemand. L'impérialisme US, intervient ultérieurement quant à lui en soutenant le gouvernement bosniaque, mais sans intervenir directement sur le plan militaire. Mais en février 1994, profitant de l'échec des impérialismes européens à trouver un compromis et imposer un règlement de la guerre, le gouvernement américain intervient directement.
Le rapport de force militaire en est sensiblement modifié au profit des gouvernements bosniaque et croate.

Mais l'impérialisme américain réalise que son point d'appui bosniaque est bien faible: en fait, la Bosnie, Yougoslavie en miniature, n'est pas viable une fois la Yougoslavie démantelée. Aussi les USA parviennent-ils à un accord avec Milosevic (que Clinton qualifiera "d'homme de paix"), et utiliseront le pivot Serbe pour contrecarrer à leur tour l'influence allemande dans les Balkans. C'est un tournant fondamental qui va vite amener le règlement de la guerre.

Les accords de Dayton de 1995 découlant de ce changement d'alliance vont entériner: les massacres commis par les milices Serbes de Bosnie et l'armée "fédérale" dans les enclaves bosniaques; les massacres et l'expulsion des Serbes d'autres parties de la Bosnie et de Croatie.
Les Serbes de Bosnie gardent le contrôle de 49% de la Bosnie-Herzegovine, "entité serbe de Bosnie" qui aura le droit de nouer des liens privilégiés avec la Serbie elle-même. Mais c'est déjà, de fait, pour Milosevic, l'abandon de son projet de "grande Serbie" tandis que les USA transforment la Bosnie dans son ensemble en protectorat, y envoient des milliers de soldats pour la mettre en coupe réglée. Pourtant, comme l'écrivait le n°62 de CPS, après l'accord de Dayton:

"d'autres soubresauts sont inévitables. La "pax americana" ne peut être qu'un état d'instabilité permanente marquée par de nouveaux conflits ".

Milosevic incapable de maîtriser la situation

A partir de 1996 la population du Kosovo se radicalise, en lien avec le mouvement révolutionnaire qui secoue l'Albanie en 1997. Face à la répression féroce que mène le gouvernement serbe contre les Kosovars depuis des années, la revendication d'indépendance gagne du terrain. L'UCK, l'armée de libération du Kosovo, apparaît et est largement soutenue par la population.
Dans un premier temps, les forces impérialistes, en particulier les USA, comptent sur Milosevic pour régler la question selon les méthodes de la "paix des cimetières". D'autant que le combat des Kosovars pour leur droit à disposer d'eux-mêmes pourrait être un facteur de déstabilisation de tous les Balkans.

De plus Milosevic est contesté en Serbie même. Le 3 novembre 1996, Milosevic et son parti, le SPS, remportent les élections à l'assemblée fédérale et la majorité absolue des sièges. Pourtant, deux semaines plus tard, une coalition de partis d'opposition, partis bourgeois, remporte les élections municipales dans 38 villes dont Belgrade. Milosevic fait annuler une partie des résultats, notamment à Belgrade. Une vague de manifestations se lève aussitôt et va durer pendant 80 jours. Sur les conseils de l'impérialisme américain, Milosevic recule et, le 11 février 1997, admet la victoire de l'opposition dans 14 villes où les résultats avaient été invalidés.

Les partis de l'opposition sont regroupés dans une coalition, Zajedno ("Ensemble"). Cette dernière est composée du Mouvement du renouveau serbe (SPO) de Draskovic, du Parti démocratique (DS) de Djindjic, de l'Alliance civique serbe (GSS) de Pesic. Tous sont des partis nationalistes, restaurationnistes, pro-impérialistes. Dès après les élections les partis de l'opposition se déchirent pour récupérer les postes de maire. Les masses refluent.

Cette situation permet à Milosevic de se ressaisir. En juillet 1997, il est élu président de la RFY par le parlement fédéral. Fin 1997, les élections législatives et présidentielles en Serbie sont marquées par une abstention massive. Cela profite au Parti radical (SRS) de Seselj, organisation fascisante, qui obtient 85 sièges sur 250 au parlement. Le SPS en conserve 110. Seselj arrive en tête au second tour de l'élection présidentielle. Mais l'élection est invalidée du fait d'un taux de participation inférieur à 50%. Finalement, en décembre, le candidat de Milosevic, Milutinovic, est élu.

Mais la situation est loin d'être stabilisée, notamment au Kosovo, malgré la répression. Finalement, en 1999, les USA décident de prendre les choses en main devant l'incapacité de Milosevic de "régler" la question du Kosovo. C'est la conférence de Rambouillet, lors de laquelle il est proposé à Milosevic d'accepter l'entrée "pacifique" de forces d'occupation militaire en RFY. Milosevic refuse de signer ce qui serait pour lui un arrêt de mort. Clinton déclenche alors l'offensive militaire contre la RFY, dont un objectif collatéral est, si possible, de remplacer Milosevic par un "interlocuteur" plus docile.
La guerre se solde par l'occupation du Kosovo par les troupes impérialistes, la Serbie est ravagée. De l'intérieur même de l'appareil d'Etat serbe s'élèvent des voix reprochant à Milosevic de mener le pays à la ruine et d'être responsable de l'isolement international de la RFY, de l'embargo, qui étranglent l'économie.

Un pays en ruine où le "*processus de privatisation (...) est interrompu*"

A cela s'ajoute l'incapacité de Milosevic à réaliser le programme de privatisations que l'impérialisme, mais aussi les différentes fractions de l'ancienne bureaucratie, exigent. *Les Echos* dressent le tableau suivant:

"L'économie serbe est en ruine: malgré un strict contrôle des prix, l'inflation, sans atteindre les records historiques de 1992 - quand elle se comptait en milliard de pour cent -, galope allègrement au dessus de 100%. La dette extérieure atteint 12 milliards de dollars, soit trente fois les réserves officielles et dix années d'exportations (...). Les infrastructures sont en déliquescence (...) ".

Surtout, notait déjà le *Bilan du monde*, dans son édition de 1999, "*le processus de privatisation (...) a été interrompu*". *L'Expansion* (23 novembre-7 décembre 2000) a consacré un article à la Serbie dans lequel on peut lire un témoignage d'un négociateur de Lafarge, groupe capitaliste français:

"Même si c'est une question politique difficile pour le gouvernement, les privatisations signeront la fin du modèle des entreprises sociales. Sinon les sociétés étrangères ne viendront pas "..

Les privatisations massives qu'exigent les bourgeoisies impérialistes impliquent des dizaines de milliers de licenciements. C'est ce à quoi se sont engagés Kostunica et l'ODS. Sur cette orientation l'Union européenne d'abord, puis les USA, ont levé les sanctions contre la Serbie. Depuis l'UE a débloqué des centaines de millions de francs.

Mais pour appliquer le programme de privatisation, "ouvrir" l'économie Yougoslave (ce qu'il en reste), il faut faire refluer le prolétariat. Ce qui commençait par préserver l'appareil d'Etat au lendemain de la prise du parlement le 5 octobre.

"*A Belgrade, les têtes ne roulent pas dans la sciure* "(*Le Monde*, 10 octobre 2000)

C'est ainsi que le journal *Le Monde* présente la séance du parlement fédéral du 7 octobre au cours de laquelle Kostunica est désigné président de la RFY. On y lit:

"(...) l'atmosphère de cette réunion, samedi, au palais des congrès de Belgrade, n'avait rien de révolutionnaire. Pour preuve que l'on assiste à une transition politique, certes mouvementée, plutôt qu'à une révolution, tous les députés de la coalition de gauche - le parti socialiste (SPS) de Slobodan Milosevic et la Gauche unie (JUL) - élus le 24 septembre étaient présents, à l'exception de la plus célèbre d'entre eux (...) Mirjana Markovic, l'épouse du président déchu ".

Certes, précise *Le Monde*, les députés de Milosevic ont bien tenté "*un coup d'esbroufe*", mais "*finalement, le nouveau pouvoir a été tranquillement investi dans la soirée (...)* ".

Ainsi s'exprime le fait que, si le prolétariat a envahi le parlement fédéral le 5 octobre, il ne l'a pas balayé politiquement. La "continuité de l'Etat" a pu être garantie. Dès le 5 octobre, des discussions ont lieu entre Kostunica et Milosevic pour la constitution d'un "gouvernement de transition". Kostunica, dans son discours d'investiture, a même pu appelé les élus à "*travailler ensemble, en dépit des différences* ". Un exemple. Une semaine après la chute de Milosevic, Radoman Bozovic, ancien premier ministre est pris à parti par la foule quand il tente de fuir en voiture. La société d'import-export qu'il dirige Gemex, est occupée par les 3000 salariés. Déjà, la DOS doit entrer en conflit avec le prolétariat : Kostunica condamne cette occupation et Covic, un des dirigeants de la DOS demande aux grévistes de reprendre le travail.

Un "gouvernement de transition" en Serbie

Le 4 novembre, Kostunica constitue son gouvernement à l'échelle fédérale sur le base d'un accord entre l'ODS et deux formations monténégrines. Mais le véritable enjeu se situe d'abord en Serbie. Un peu plus d'une semaine avant la constitution du gouvernement fédéral, le 24 octobre, le parlement serbe approuve la formation d'un "gouvernement de transition". Le journal *Libération* du 25 octobre écrit:

"Dirigé par le premier ministre Milomir Minic, du Parti socialiste de Serbie (SPS, de Milosevic), entouré de deux vice-premiers ministres - l'un issu de la coalition de Kostunica (...), et l'autre du Mouvement serbe de renouveau (SPO) (...) - ce gouvernement de transition restera en fonction jusqu'aux élections législatives anticipées qui devraient se tenir le 23 décembre prochain. La nouvelle direction gouvernementale est collégiale et aucune décision ne pourra être prise sans l'accord de ces trois dirigeants. Chacun des quatre ministères clés, Justice, Finances, Information et Intérieur (...) sera dirigé par trois ministres, l'un du SPS, l'autre de la coalition DOS et le troisième du SPO ".

Non seulement "*les têtes de roulent pas dans la sciure*", mais Kostunica va même jusqu'à gouverner avec Milosevic et son parti, leur laissant ainsi une série de positions dans l'appareil d'Etat et de production. C'est le prix à payer pour assurer la "continuité de l'Etat". Kostunica n'hésite d'ailleurs pas à le dire ouvertement à ceux qui, dans l'ODS elle-même, s'inquiètent du maintien des partisans de Milosevic:

"Des limogeages hâtifs de personnes à la direction de la police et de l'armée sont sans aucun doute contraires aux intérêts de l'Etat, car ils mèneraient inévitablement à la déstabilisation des institutions ".

A l'adresse du prolétariat, de la jeunesse, cela signifie: pas touche à Milosevic et aux siens!

Nouvelle victoire électorale pour Kostunica

Malgré son programme, l'ODS remporte largement les élections législatives en Serbie le 23 décembre. La coalition dirigée par Kostunica obtient 65% des voix, le SPS de Milosevic, 13%, la "Gauche unie" de son épouse est humilié avec 0,8%. En sièges, cela donne les résultats suivants: l'ODS obtient 176 députés, le SPS, 37. Le Parti radical serbe de V. Seselj et l'Union des Serbes, parti fondé par Arkan, chef emblématique des milice para-militaires

serbes ayant sévi en Bosnie et en Croatie, assassiné l'année passée, auront à eux deux 37 députés.
Le gouvernement de coalition avec le SPS qui dirigeait la Serbie depuis le 24 octobre est remplacé. Mais l'orientation de Kostunica reste la même. Le premier ministre est Zoran Djindjic, dont *Les Echos* du 22 décembre rappellent: "*son nationalisme ombrageux l'a conduit à nouer des accointances avec le régime Milosevic*". Les tâches du nouveau gouvernement sont définies par Kostunica en ces termes:
" créer des institutions démocratiques et une économie de marché orientée vers le social ".
Il s'agit de poursuivre l'application du programme de l'ODS, en particulier mettre en oeuvre les projets de privatisation massive. Cette politique se heurte de plein fouet à la volonté du prolétariat de voir ses conditions d'existence améliorées. Depuis le 5 octobre, rien n'a changé de ce point de vue.
Le taux de chômage officiel est de 27% mais atteint en réalité 45%. Le pouvoir d'achat a été divisé par trois en dix ans. Le salaire moyen "s'élève" à 90 marks. A titre d'exemple, un enseignant gagne entre 80 et 200 marks par mois, c'est à dire le prix d'une paire de chaussures ou le loyer d'un petit appartement. Les coupures d'électricité sont courantes.
A ce propos le journal *Libération* du 28 décembre rend compte des évènements suivants:
"Cette subite aggravation de la situation énergétique survient au lendemain de la retentissante victoire aux législatives de Serbie de la DOS, une coalition de 18 partis (...). Déjà ils se trouvent confrontés au mécontentement d'une population soulagée par la fin de l'ère Milosevic mais impatiente de vivre mieux tout de suite. A Nis, dans le sud de la Serbie, des habitants plongés depuis des heures dans le noir et privés de chauffage, sont sortis dans la rue pour ériger des barricades avec des bennes à ordures".

La situation est identique dans tout le pays et des évènements similaires s'y produisent. Ainsi s'exprime l'opposition radicale entre la politique de Kostunica, de l'ODS et les aspirations du prolétariat. Mais, ce dernier, pour s'ouvrir une perspective, doit se doter d'une orientation et d'organisations sur un terrain de classe, sans quoi, il verra une nouvelle fois son mouvement confisqué et instrumentalisé par des forces politiques pro-bourgeoises.

Une orientation politique pour le prolétariat de Serbie

Ces derniers jours ont fleuri à Belgrade des autocollants à l'initiative de l'OTPOR, organisation étudiante constituée sur la base des mouvements de 1996-1997 contre Milosevic. On y voit, stylisée, la pelleteuse emblématique du 5 octobre 2000 avec le slogan "*Attention, nous vous regardons*". C'est certain: même encadrée, utilisée et confisquée par l'ODS, la mobilisation de la population laborieuse et de la jeunesse contre Milosevic n'est pas effacée. L'ODS sait que la situation, étant donné leur programme, est lourde d'affrontements. Manque au prolétariat une perspective politique.

Le prolétariat, la classe ouvrière de Serbie ne peuvent se résoudre à voir leurs conditions d'existence se dégrader encore. Immédiatement, des mesures d'urgence doivent être prises, telles que:
- contre la vie chère: indexation des salaires sur les prix (échelle mobile)
- paiement de la totalité des arriérés de salaire
Contre l'ODS et son programme, il faut exiger
- aucune privatisation, pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste
Pour remédier à la situation catastrophique de l'économie en Serbie, pour reconstruire les usines, pour en finir avec les coupures de courant, il faut un plan de reconstruction, de production et de distribution élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier.
Mais Kostunica et l'ODS, le gouvernement dirigé par Djindjic, ne satisferont jamais ces revendications: il est nécessaire de les combattre. Tout leur programme y est opposé. Ils sont soumis à l'impérialisme:
"Je sais que mon pays a trois constitutions: la constitution yougoslave, les accords de Dayton et la résolution 1244 de l'ONU (occupation du Kosovo, Ndlr)". (Kostunica, 24 novembre 2000)

Les comités de travailleurs ("état-major de crise") qui se sont formés dans le pays doivent être transformés en véritables comités d'usine, se fédérer à l'échelle locale pour constituer la base des conseils ouvriers. Les bureaucrates, partisans de Milosevic, mais aussi ceux de l'ODS, doivent être écartés. Les ouvriers doivent désigner leurs propres représentants dans une fédération des conseils ouvriers à l'échelle nationale. Celle-ci doit prendre le pouvoir et liquider ainsi la constitution de Milosevic que Kostunica veut préserver.

Mais, en Serbie, comme dans l'ensemble des Balkans, aucune alternative positive pour le prolétariat ne peut être ouverte, aucune question nationale ne peut être résolue, sans remettre en cause la domination impérialiste, sans combattre les dispositifs mis en oeuvre sous l'égide de l'ONU ou de l'OTAN, qui ont disloqué le prolétariat de la région, tracé des frontières de sang entre les peuples.
- Retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes des Balkans, que ce soit au Kosovo, en Bosnie dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine ou en Grèce!
- Dénonciation des accords de Dayton et de la résolution 1244 de l'ONU qui organise l'occupation du Kosovo, droit à l'indépendance du Kosovo.

La seule perspective correspondant aux intérêts des prolétariats de la région, c'est la Fédération socialiste des Balkans, elle-même constitutive des Etats-unis socialistes d'Europe, respectueuse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour combattre sur une telle orientation, le prolétariat de Serbie a besoin de sa confédération syndicale et d'un parti ouvrier, indépendants de l'appareil d'Etat, du SPS de Milosevic et de l'ODS de Kostunica. Ainsi serait ouverte la voie pour la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Le 3 janvier 2001

Où va la Russie ? (2ème partie)

La guerre contre le peuple tchétchène: une tentative d'aller vers un Etat fort

Voilà près d'un an et demi que l'armée russe mène la guerre contre le peuple tchétchène, avec pour résultat des dizaines de milliers de morts, de blessés, de mutilés, de torturés, des villes - dont la capitale, Grozny- et des villages rasés : la politique de terreur conduite par celui qui fut premier ministre avant de devenir président de la Russie porte jusqu'ici ses fruits.

V. Poutine occupe en effet cette fonction depuis mars 2000. Cette guerre lui a servi de tremplin pour y arriver, de connivence avec le clan Eltsine.

Une page a été tournée avec son arrivée à la tête de l'état russe. Mais est-ce un véritable tournant ? La période ouverte par l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin est-elle close ? L'arrivée au pouvoir de Poutine la conclut-elle? Certes V. Poutine a davantage les moyens que B. Eltsine de stabiliser la situation politique en Russie, d'instituer un Etat fort, en raison de l'adhésion ponctuelle de l'ensemble des forces politiques et des organisations à sa politique. Mais cela suffira-t-il ? Les forces centrifuges qui tendent à disloquer le pouvoir politique continuent de s'exercer.

Guerre contre le peuple tchétchène

A partir de début septembre 1999, près d'un mois après la nomination de V. Poutine au poste de premier ministre, une série d'attentats à Moscou, dans d'autres villes russes et au Daghestan se produit, tous attribués aux *"terroristes tchétchènes"*. Le 4 septembre, une explosion détruit un immeuble à Bouïnansk: 64 morts; le 8, à Moscou: 100 morts; le 13, à Moscou: 120 morts ; le 16, à Volgodonsk : 18 morts.

Alors qu'il n'a aucune preuve, V. Poutine déclare :

" Il est très clair que les terroristes se cachent sur le territoire tchétchène et sont soutenus par les forces extrémistes de Tchétchénie".

Ce qui est "très clair", c'est que V. Poutine cherche un prétexte pour lancer une guerre contre la Tchétchénie, alors que les bombardements ont commencé depuis le début septembre sur cette République, dans le prolongement des opérations militaires menées au Daghestan voisin.

Personne n'est dupe : de nombreux indices, dont ces agents du FSB (ex KGB) surpris en train de poser une bombe dans les sous-sol d'un immeuble (ils déclareront que c'était pour tester la vigilance des habitants...), permettent de comprendre qui est derrière ces attentats.

V.Maïrbek, représentant alors de la Tchétchénie en Russie répond à une interview donnée à *Libération* le 17/09/1999 :

"A l'approche des élections, qui a intérêt à ces explosions ? Pourquoi maintenant et pourquoi à Moscou ... ? Qu'est-ce qui empêchait Bassaïev et Kattab (les commandants tchétchènes à la tête de la rébellion au Daghestan accusés d'être derrière ces explosions) *de commettre ces attentats il y a 6 mois ? D'après moi, les services secrets russes sont impliqués.*

- Vous dites cela mais vous n'avez pas de preuve.

Pas plus que les Russes n'ont de preuves de l'implication des Tchétchènes. Le premier ministre V. Poutine dit que les exécutants se cachent en Tchétchénie. Qu'on nous donne des noms, qu'on les extrade (...) Le ministre de l'Intérieur veut imposer l'idée que les Tchétchènes sont responsables."

Même le général Lebed, candidat déclaré à l'élection présidentielle qui devait se tenir initialement en juin 2000, et grand connaisseur de ces questions pour avoir été aux premières loges de la guerre menée contre le peuple tchétchène de 1994 à 1996 indique :

"la guerre dans le Caucase a été planifiée. (...) Tout cela a été organisé, c'est une variante de déstabilisation du pays, de terreur." (Le Monde du 11/09/1999).

Et c'est un fait qu'à partir de fin septembre 1999 les bombardements sur la Tchétchénie vont s'intensifier pour être suivis par l'intervention des troupes terrestres. Le blocus de ce petit pays grand comme un département français effectué, le massacre à grande échelle peut commencer. V. Poutine donne le ton :

"nous irons buter les terroristes jusque dans les chiottes."

Et ces paroles seront suivies par des actes. Les moyens mis en œuvre sont à la mesure de la résistance des combattants tchétchènes. Les armes les plus meurtrières, les techniques les plus radicales sont employées pour en venir à bout. Pour mener cette tâche à bien, des hommes comme le général Tikhominov (qui avait déjà menacé de raser Grozny en 1996) sont nommés à la tête des troupes du ministère de l'Intérieur en janvier 2000, date à partir de laquelle la guerre va connaître une nouvelle impulsion.

Pour le droit du peuple tchétchène à son indépendance

Le peuple tchétchène fut déporté tout entier en Asie centrale par Staline en 1944 : c'était, pour le *"petit père des peuples"*, sa façon de régler les questions nationales. Malgré cela, les survivants revinrent dans leur pays en 1957, conservant leur aspiration profonde à l'indépendance, au droit à disposer d'eux-mêmes. En 1991, après l'effondrement de l'URSS, l'indépendance fut proclamée en Tchétchénie, ce qui valut à cette République de subir un blocus économique de la part de la Russie. Après la guerre de 1994-1996, qui fit 100 000 morts, la population passe de 1,5 million à 700 000 personnes. Elle est de 400 000 avant la seconde qui débute en septembre 1999 et qui se poursuit aujourd'hui.

Après l'entrée des troupes russes dans Grozny en décembre 1994, puis 20 mois de guerre et des dizaines de milliers de morts, un cessez-le-feu est signé début juin 1996, une semaine avant les élections présidentielles dont le premier tour doit se tenir le 16 juin. Bien entendu, il s'agit d'une

manœuvre de B. Eltsine qui doit lui permettre de remporter ces élections, même s'il faut pour cela mécontenter l'état-major de l'armée dont les chefs s'opposent aux négociations avec les indépendantistes et souhaitent au contraire aller jusqu'au bout. D'ailleurs, une nouvelle offensive est lancée le mois suivant, en juillet 1996, malgré les accords signés avant la réélection de B. Eltsine. Toutefois, un accord signé le 31 août 1996 est suivi par le retrait des troupes russes : une défaite politique pour B.Eltsine. En janvier 1997, des élections présidentielles se tiennent. A. Maskhadov est élu président de la République tchétchène avec 68,9 % des voix (59 % dès le premier tour) avec pour programme: l'indépendance.

Tous les candidats qui se présentaient à ces élections avaient combattu l'armée russe les armes à la main. Cependant, la réalité est que cette indépendance de fait, après ces élections et en raison de leur tenue même, n'est reconnue ni par le gouvernement russe, ni par aucun des principaux états impérialistes, ni par aucune instance internationale.

"*Le casse du siècle*" (*Libération* du 31 août 1999)

Il faut constater que la guerre contre le peuple tchétchène vient à point pour détourner l'attention de ce qui se passe en Russie même. Depuis le mois de juin 1999, a été mise à jour une série de scandales financiers dans lesquels sont impliqués B. Eltsine lui-même et son proche entourage, particulièrement la "Direction des affaires présidentielles", un empire financier et immobilier appartenant à B. Eltsine. Des enquêtes, closes depuis, font état de corruption à grande échelle, de blanchiment de sommes d'argent considérables. Des révélations mettent en évidence que des prêts du FMI visant à "soutenir la Russie" ont été détournés massivement ce qui fait titrer *Libération* : "*Le casse du siècle*". Il s'agit en effet, au total, de plusieurs dizaines milliards de dollars depuis 1991. Le procureur et les enquêteurs travaillant sur ces dossiers sont écartés, ce qui n'empêchent pas ces affaires d'éclater au grand jour, tellement elles sont énormes. Eltsine est de plus en plus isolé. Son système est à l'agonie, miné par les scandales et les affaires.

Aux abois, B. Eltsine limoge le premier ministre S. Stepachine qui s'est montré incapable de faire un successeur à même de défendre les intérêts du clan Eltsine; il nomme à sa place V. Poutine au poste de premier ministre le 9 août. Ce dernier est investi par la Douma dès le 17 août, malgré l'opposition des députés à B. Eltsine.

Avec le soutien et la complicité des impérialismes

Le 26 septembre 1999, alors que les bombardements de la Tchétchénie ont commencé, le G7, réunion des principaux états impérialistes, renouvelait son soutien à la Russie malgré les détournements et la corruption : *"La Russie est pour nous un programme qui a marché et sur lequel Moscou, pour l'instant, dépasse les prévisions"* (propos de Michel Camdessus, directeur alors du FMI, rapportés par *Le Monde* du 28 septembre 1999). Le feu vert est donné : le 27 septembre interviennent de nouveaux bombardements suivis de peu par l'entrée des troupes et des blindés russes en Tchétchénie.

Cette simultanéité n'est pas une coïncidence. Elle est l'expression du soutien que l'impérialisme apporte à B. Eltsine et à sa politique, et aujourd'hui à son successeur. D'ailleurs, alors que la répression contre le peuple tchétchène redouble de violence, que les massacres succèdent aux tueries, Clinton déclare le 14 février 2000, à propos de V. Poutine : *"c'est un homme fort avec qui on peut s'entendre"* et de qualifier le boucher de la Tchétchénie de *"direct, fort, efficace (...) déterminé, intelligent."* Des qualités qui certes ne peuvent pas déplaire au dirigeant du principal Etat impérialiste.

Dans la foulée, Blair, Schroeder, Védrine, y vont de leurs éloges et apportent leur appui. Poutine sera reçu le 30 octobre 2000 à Paris par des représentants de l'U.E et s'entretiendra en particulier avec J.Chirac. Ce soutien lui permet d'intensifier sa guerre contre le peuple tchétchène : "nettoyage", utilisation de bombes incendiaires, bombardements et mitraillages des prétendus "corridors de sécurité", de colonnes de réfugiés, chasse aux blessés, installation de "camps de filtration", etc.

La situation politique avant les élections législatives de décembre 1999

Quand V. Poutine est nommé premier ministre, un chef du FSB succède à un chef du FSB (S. Stepatchine). De fait, toute la structure du nouveau gouvernement va reposer sur l'appareil du FSB (ex-KGB).

Au mois d'août, la guerre éclate au Daghestan.

E. Primakov, ancien premier ministre (et ancien chef des services secrets) et I. Loujkov, le maire de Moscou, annoncent le 17 août leur union pour les législatives. Ils bénéficient du soutien de potentats locaux, comme le maire de Saint-Petersbourg et d'autres gouverneurs régionaux. Ils nomment leur coalition électorale : *La Patrie-Toute la Russie* (OVR). Ils sont immédiatement soutenus par les gouverneurs de *Voix de la Russie* (B.Eltsine avait tenté le rapprochement avec eux sans succès) et par le Parti agrarien, jusque là proche du Parti communiste de la fédération de Russie (KPFR). C'est dire la force d'attraction de cette alliance, qui semble garantir une victoire aux prochaines élections législatives qui doivent se tenir seulement 4 mois plus tard, en décembre 1999, et qui devraient constituer, aux dires de tous, un tremplin pour les élections présidentielles. Ainsi Primakov, qui ne s'est pas encore déclaré candidat, est donné favori dans les sondages. D'autres blocs électoraux se constitueront, parmi lesquels celui autour du KPFR et, quelques semaines avant les élections, celui improvisé pour soutenir V.Poutine, *Unité*.

Au passage, notons qu'aucun opposant à B.Eltsine et à V.Poutine ne fera des scandales un thème de campagne

Eltsine prépare la passation de pouvoirs

Au début de l'été 1999, B. Eltsine apparaît de plus en plus isolé. Pourtant, il semblait avoir repris la main au début de l'année 1999. Il avait fait un retour remarqué à partir de mars-avril 1999, malgré les affaires dans lesquelles il étaient directement impliqué et malgré son isolement politique en Russie. On le donnait pour moribond (politiquement et physiquement), mais il finit par obtenir la suspension du procureur général, (I.Skouratov, qui s'intéressait de près aux affaires du clan Eltsine), malgré l'opposition du Conseil de la fédération (qui réunit les gouverneurs des régions) et malgré les soutiens politiques dont le procureur bénéficiait, en Russie comme à l'étranger.

Ce retour sur la scène politique se produit fin mars-début avril 1999, au moment où les états impérialistes, avec l'impérialisme américain à leur tête, se lancent dans l'agression contre la Serbie. Semblant réagir, B.Eltsine commence par multiplier les déclarations fracassantes : "*j'ai dit aux Américains et aux Allemands : ne nous poussez pas à une action militaire...*" ; "(les Etats-Unis) *veulent tout simplement envahir la Yougoslavie, en faire leur protectorat. Nous ne pouvons pas l'admettre.* " ; etc. Bien entendu, dans les faits il reste au service de l'impérialisme américain et finira par tout accepter.
Cette virulence verbale a cependant un objectif : tenter de regagner du terrain face à ses ennemis politique en Russie même. De fait, il limoge E. Primakov en mai pour mettre à sa place S. Stepachine, également ancien du FSB qu'il dirigea en 1994-95, et ex-ministre de l'intérieur dans le gouvernement Primakov. Enfin, S. Stepachine est l'un des principaux instigateurs de la première guerre contre la Tchétchénie qui fit plus de 80 000 morts de 1994 à 1996. B.Eltsine lui dicte la composition du nouveau gouvernement. A quelques mois des échéances électorales, B.Eltsine veut un successeur à sa botte préservant ses pouvoirs et son empire économique et financier.
S. Stepachine est investi par la Douma dès le premier tour de scrutin (301 voix contre 55) alors qu'il n'y bénéficie d'aucun soutien. En plus de cette victoire, B.Eltsine va tirer avantage de l'échec de la procédure de destitution lancée contre lui 10 mois auparavant par les députés du KPFR majoritaires à la Douma.

Pour résumer, B.Eltsine s'est maintenu à la tête de l'Etat russe malgré son isolement grâce au soutien de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain, et en l'absence de mobilisation politique de la classe ouvrière. Le seul mouvement qui eut lieu en effet durant toute cette période de crise à la fois économique et politique, ouverte en août 1998 (voir première partie de cet article dans le précédent numéro de *CPS*), fut celui des mineurs qui resta sans perspective politique (voir plus loin).

La situation économique à la fin de l'année 1999: une amélioration sur la base de l'aggravation des conditions de vie des masses

Neuf mois après la crise d'août 1998 (voir le précédent numéro de *CPS*), la situation économique de la Russie commence à s'améliorer. A la fin de l'année 1999, la Russie est parvenue à remplir ses objectifs budgétaires malgré la suspension des prêts du FMI suite aux scandales des détournements et du blanchiment d'argent qui allaient révéler que des sommes gigantesques (quelque 150 milliards de dollars) étaient sorties de Russie depuis 1991. V. Poutine, premier ministre depuis début août 1999 peut déclarer le 29 décembre :

" A la surprise de certains, nous nous en sortons très bien, même sans le soutien des organisations financières internationales. "

Pour l'année 1999, la croissance a été positive de 3,2 % (prévision pour 1999 : -2 % ; elle était de -4,6 % en 1998). La production industrielle a augmenté de 8,1 %. Les objectifs du budget, qui semblaient irréalistes, ont été remplis. Même les recettes fiscales ont dépassé les espérances : elles représentent 8 % du PIB au lieu des 5,5 % prévus. L'inflation, qui était de 83 % en 1998, est tombée à 36 %. Que s'est-il passé ?

Il y a principalement deux raisons à cette amélioration. D'une part, le prix du baril de pétrole est passé de 10 (en mars 1999) à 20 dollars (en août), et plus de 30 aujourd'hui. C'est un ballon d'oxygène extraordinaire pour la Russie, troisième producteur mondial après l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Pour mémoire, avant la crise d'août 1998, les prix du pétrole avait chuté de 40 % par rapport à 1997, ce qui avait largement contribué au déclenchement de la crise.

Mais la raison essentielle de cette embellie réside dans les conséquences sur les masses de la crise économique. En 1999, les salaires réels ont enregistré une baisse de 15%, tandis que 50 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté, soit 35 % de la population (42 millions en 1998, soit 27,5 % de la population). Et encore ces chiffres, très officiels, sont-ils ceux produits par le ministère de l'Economie russe. En un an le salaire réel a baissé de 40 %. Le chômage touche officiellement 15 % de la population active. Et beaucoup reste encore à venir. Voici l'appréciation du *Monde*, organe de presse que l'on ne peut soupçonner d'être subversif :

"La Russie renoue financièrement avec le FMI. Mais la Communauté internationale ne devrait pas se leurrer sur ce que cache cette mise en conformité budgétaire : une aggravation de la situation sociale " (Le Monde du 2 juillet 1999).

L'économie russe a pu commencer à surmonter la crise en en faisant supporter le poids aux masses. L'une des lois votées par la Douma en ce sens, l'une des plus symboliques fut celle par laquelle sont exclus des allocations familiales les foyers gagnant plus de 1 000 roubles par mois, soit 240 FF, alors que 40 % des enfant russes vivaient sous le seuil de pauvreté et que 1 million d'entre eux sont livrés à eux-mêmes, sans domicile. C'est une illustration sans équivoque de ce que représente la restauration du capitalisme pour les masses russes.

Pourtant, ce ressaisissement est bien fragile. Le système bancaire, qui s'était effondré à la suite de la crise financière d'août 1998, est encore, plus d'un an après, extrêmement faible. L'agence de cotation Moody's rapporte que

"pour que se dessine une possibilité réelle de redressement, l'environnement économique et politique, actuellement instable, doit avoir changé ".

C'est en fait le constat de tous les états impérialistes désireux de voir la situation se stabiliser en Russie afin d'y trouver les conditions idéales d'investissement.

V. Poutine doit probablement avoir cette préoccupation en tête lorsqu'il rédige son " point de vue " dans *Les Echos* du 7 décembre 1999, trois mois après le début des bombardements de la Tchétchénie :

"Les rentrées supplémentaires iront en premier lieu à la défense nationale, à l'aide financière aux régions, au secteur agricole. Ensuite viennent la recherche et l'éducation. Suivent l'industrie et les investissements. Le déficit du budget de l'Etat sera minimal, de même que les emprunts d'Etat sur le marché extérieur . "

Les élections législatives de décembre 1999

450 députés étaient à élire à la Douma en décembre 1999, la moitié au scrutin proportionnel, l'autre moitié au scrutin majoritaire. Au total, 26 partis et 2318 candidats se présentaient. On trouvera ci-dessous un tableau récapitulatif des résultats.

Les élections législatives se tiennent alors que la guerre contre la Tchétchénie bat son plein. Tous les partis sans exception s'étaient ralliés à cette guerre, et par là même celui qui la menait allait gagner la guerre électorale. *Unité*, formation créée de toutes pièces quelques semaines auparavant, sans base politique, uniquement pour servir à constituer un soutien pro-gouvernemental à la Douma, obtient un résultat inespéré : 23,2% des voix, et arrive en deuxième position derrière le KPFR (24,3%). La coalition de Loujkov-Primakov, *La Patrie-Toute la Russie*, donnée gagnante quelques semaines plus tôt, essuie un véritable échec avec 13,1% des voix. Les prétentions présidentielles de ses animateurs s'envolent.

Devant ces résultats, le camp pro-gouvernemental a de quoi se réjouir et le chef de l'administration présidentielle peut jubiler : " *Une révolution vient d'avoir lieu en Russie, une révolution certes pacifique mais une révolution quand même. C'est une immense percée.* "

La composition de la Douma en fera un parlement croupion, servile au premier ministre V. Poutine. Outre les députés *Unité*, ceux du SPS (Union des forces de droite, 8,6%), dirigé par l'ancien premier ministre S. Kirienko limogé après la dévaluation du rouble en août 1998, appellent à former un bloc pro-gouvernemental à la Douma. Ceux appartenant au groupe de Jirinovski soutiennent également le gouvernement. Un accord est passé avec le KPFR, à qui revient la présidence de la Douma. En définitive, c'est l'unanimité derrière le gouvernement qui mène une guerre de destruction totale de la Tchétchénie.

Résultats comparatifs des élections législatives en Russie

	En voix			En sièges	
	1999	1995	1993	1999	1995
Participation	61,85%	64,95%	53,31%		
Unité , pro gouvernemental (Poutine)	**23,2%**			**72**	
Notre maison la Russie (Tchernomyrdine)	1,2%	9,05%		7	67
Unité et entente			6,76%		
OVR (*La Patrie- Toute la Russie*)/ Primakov-Loujkov	13,1%			66	
KPFR (Parti Communiste de la Fédération de Russie)/ G. Ziouganov	**24,3%**	22,31%	12,4%	**113**	134
Femmes de Russie			8,1%		
Parti agraire			7,9%		35
Jirinowski (Ultra- nationalistes)	6,4%	12,4%	22,9%	17	50
Iabloko (Réformateurs d'opposition) /Iavlinski	5,9%	6,9%	7,9%	21	31
SBS (Union des forces de droite)/Kirienko	8,6%			29	
Régions de Russie					42
Indépendants				**106**	26
Pouvoir au peuple					44

(en fait, le Parti agraire et le mouvement , 'Femmes de Russie' sont des projections du KPFR)

Les élections présidentielles

Une mise en scène où rien n'est laissé au hasard : B.Eltsine annonce sa démission le 31 décembre 1999. Il revient donc au premier ministre, V. Poutine d'assurer l'intérim de la présidence de la république, en attendant les élections présidentielles qui sont anticipées du fait de la démission du président. Ces élections, initialement prévues pour juin 2000, se tiendront par conséquent en mars 2000. Bien entendu, V. Poutine et B. Eltsine escomptent profiter de la victoire qu'ils viennent de remporter aux élections

législatives et de la nouvelle situation politique résultant de la guerre menée contre la Tchétchénie.
En 1996, B. Eltsine avait remporté les élections contre le G. Ziouganov, dirigeant du KPFR, uniquement grâce au ralliement de Lebed entre les deux tours et, il ne faut pas l'omettre, au soutien sans faille de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain en la personne de Clinton.
En mars 2000, V. Poutine est élu dès le premier tour. Ses rivaux se sont désistés (E. Primakov) et les autres lui apportent un total soutien dans la guerre qu'il mène contre le peuple tchétchène.
A noter que le prolétariat n'était représenté ni lors des élections législatives ni lors des présidentielles.

Candidats	1996 (1er tour)	1996 (2e tour)	2000
Participation	69%	67,25%	68,6%
B. Eltsine	35,3%	53,7%	-
V. Poutine	-	-	52,52%
G. Ziouganov	32%	40,04%	30%
Lebed	15%	-	
Iavlinski (Iabloko)	7,56%	-	5,81%

(En 2000, il n'y eut qu'un seul tour, V. Poutine ayant été élu dès le premier tour ; par ailleurs, le général Lebed se désista après le 1er tour des élections de 1996 en faveur de B. Eltsine. En 2000, aucun des 7 autres candidats ne dépassera 3%)

Le mouvement des mineurs de mai 1998

En mai 1998, au lendemain de l'affrontement entre B. Eltsine et la Douma à propos de l'investiture de S. Kirienko qui a laissé la Russie sans gouvernement pendant un mois, les mineurs entament un mouvement de grande ampleur dans le but d'obtenir le paiement de leurs arriérés de salaires et d'interdire la fermeture de mines. Un plan de restructuration, financé avec l'aide de la Banque mondiale, prévoit en effet le maintien de seulement 30 % des mines plus ou moins rentables.
Les mineurs font grève et bloquent les voies ferrées vitales, dont le *Transsibérien*. Des centaines de trains sont paralysés. Les enseignants du Kouzbass menacent de rejoindre les camps installés sur les voies. Le Conseil de sécurité y voit " *une menace pour la stabilité politique et même pour la sécurité nationale* ". Les responsables des chaînes de télé, les gouverneurs régionaux sont convoqués d'urgence par le gouvernement.
En définitive, le gouvernement fera céder les grévistes, tout d'abord ceux du Kouzbass et de Sibérie orientale, deux régions clés, en leur concédant un petit mois de salaire (les mineurs du Kouzbass avaient fini par soutenir B. Eltsine en 1989, après une longue grève).

Car les mineurs n'ont pas de perspective politique. Leur objectif affiché: "*à bas Eltsine*" ou "*Eltsine démission*", les renvoie directement à l'absence d'alternative immédiate. Cette puissance considérable du prolétariat russe, que les anciens apparatchiks, aujourd'hui au pouvoir ou à la tête des sociétés privatisées, redoutent toujours, reste sans effet en raison de l'absence de perspective politique.

Le mouvement se transforme alors: le NPG, syndicat indépendant des mineurs, fait camper les mineurs devant la Maison Blanche (parlement) du 11 juin au... 5 octobre 1998, date à laquelle il fait lever le " siège " et s'engage à soutenir E. Primakov, alors premier ministre.
Le 7 octobre, le KPFR et la fédération des syndicats (FNPR) organisent une journée d'arrêts de travail et de manifestations sur le mot d'ordre : " paiement des salaires et des pensions ". Au total, dans toute la Russie, ce sont officiellement 615 000 manifestants.
En pleine crise politique, alors que le gouvernement Primakov navigue à vue, que B. Eltsine est politiquement hors-jeu, la classe ouvrière reste sans perspective. Elle subit les conséquences des " réformes ", c'est-à-dire de la restauration du capitalisme sans réagir. Sa misère est autant matérielle que politique.
A aucun moment, en particulier durant la grève des mineurs, n'a surgi le mot d'ordre : "manifestation centrale à Moscou pour exiger le paiement de tous les arriérés de salaires". Un tel mot d'ordre aurait sans nul doute centralisé les revendications des masses laborieuses. Au contraire, les organisations syndicales et le KPFR ont cherché et réussi à disloquer toute possibilité de centralisation.
L'impuissance et le désespoir ne peuvent pas être mieux illustrées que par cette grève de la faim de quelques centaines d'instituteurs (métier dont le salaire, impayé depuis plusieurs mois, était équivalent à 120 FF par mois) qui se termine par la mort de l'un d'entre eux.
A ce stade, il convient de préciser : le KPFR (Parti communiste de la fédération de Russie), parti ex-stalinien, n'est pas un parti ouvrier. Il est l'héritier du PCUS qui a été l'instrument de la dictature de la bureaucratie du Kremlin sur les masses, l'instrument de la restauration du capitalisme. Tous les dirigeants actuels, jusqu'aux réformateurs de choc, tel le très libéral I.Gaïdar qui appartint aux revues *Komounist* et *Pravda*, en viennent.
Aujourd'hui, traversé de luttes de clans, le KPFR soutient et promeut les " réformes ", participe activement aux organes de l'Etat, de répression. Le KPFR est un élément fondamental de l'appareil d'Etat. Il a été l'un des plus chauds partisans de la guerre contre le peuple tchétchène, contre son indépendance. Ses dirigeants tiennent un discours nationaliste, antisémite, et tentent de l'utiliser au profit de certains segments de ce qu'il reste de l'ancienne bureaucratie et auxquels ils appartiennent.

A la recherche de l'Etat fort

Le 17 mai, V.Poutine fait adopter une réforme du fonctionnement de la fédération de Russie qui accroît le poids du pouvoir central sur les régions. D'une part, les gouverneurs des régions perdent le droit à siéger au "conseil de la fédération". Le pouvoir central peut dorénavant les révoquer. D'autre part, sept districts fédéraux sont créés, avec à leur tête des super préfets directement nommés par le pouvoir central, pour coiffer les régions de Russie. Des

pas vers une certaine harmonisation législative d'une région à l'autre sont effectués.
Mais la bourgeoisie russe reste une bourgeoisie compradore. Quand V. Poutine écrit dans *Les Echos* : "*nous sommes de simples fournisseurs de matières premières*", c'est pour s'élever contre cet état de fait et pour proclamer sa volonté de participer à la construction d'une bourgeoisie russe. Les récents développements concernant les immenses réserves de pétrole de la mer Caspienne et du tracé des oléoducs, ainsi que les tentatives de la bourgeoisie russe de contrecarrer les plans des groupes américains et de l'impérialisme dans cette partie du Caucase en sont la démonstration.

La Russie est dans tel un état de délabrement que, même avec une Douma toute entière soumise à la volonté du gouvernement, l'appareil du FSB et une armée quelque peu requinquée, l'instauration d'un Etat fort se révèle, à cette étape, encore impossible.
De plus, la manière dont V. Poutine est parvenu au pouvoir est plus un signe de faiblesse que de force. Ce " coup d'Etat " ressemble plutôt, en effet, à une passation d'un pouvoir dont le passif subsiste : il est d'ailleurs tout à fait politiquement symbolique que l'une des premières mesures de V.Poutine président de la république fut de garantir à B Eltsine l'immunité à vie.
Autre élément et non des moindres, malgré les efforts pour la moderniser et en faire un instrument de répression contre les masses (comme c'est le cas aujourd'hui en Tchétchénie), l'armée reste indigente, en décomposition, mal équipée. L'état de la flotte de la mer Noire et le naufrage du Koursk en sont l'illustration.

En outre, les rivalités avec les gouverneurs régionaux, de même que celles existant entre les oligarques demeurent,
Enfin, si la classe ouvrière de Russie reste une puissance considérable, le cours de la lutte des classes dans le monde et le combat politique du prolétariat, particulièrement dans les principaux pays impérialistes, influeront sur sa mobilisation politique.
Comme nous l'écrivions dans CPS n° 52 :

" En d'autres termes, la période ouverte par l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin est loin d'être close "

Nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire

La dislocation économique et sociale menace à nouveau dès lors que la crise éclatera dans les états impérialiste développés, d'autant plus que l'économie de la Russie est totalement subordonnée à celle des puissances impérialistes. La crise d'août 1998 et ses conséquences l'ont montré. Comme on peut le lire dans *Une Nouvelle Perspective*, document publié en 1997 par le Comité pour la construction du Parti révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire :

" Il n'y a pas de construction possible d'un capitalisme russe proprement dit, mais seulement d'une économie dominée, d'une bourgeoisie compradore. Et de toute façon, pour qu'il y ait investissements massifs, il faut un ordre politique stable, solide : ce n'est pas demain la veille."

L'absence de l'intervention politique du prolétariat est le fait marquant de ces dernières années. C'est une des raisons pour lesquelles les contradictions et les antagonismes se sont approfondis, que la marche à l'effondrement, au chaos, s'est accentuée. La puissance objective du prolétariat russe était organiquement lié à la propriété étatique des moyens de production. La dislocation de la propriété étatique agit contre le prolétariat, d'autant que ce dernier ne dispose pas de parti et qu'il est dans l'incapacité, lors des différentes élections, d'exprimer un vote de classe. Comme l'a déjà affirmé *Combattre pour le socialisme* :

" il n'est pas d'issue sur la voie de la restauration du mode de production capitaliste. L'issue ne peut être que dans le retour, sous la direction du prolétariat, à la Révolution d'octobre. Mais pour cela, il faudrait qu'en Russie, comme dans les autres républiques de l'ex-URSS, se constitue un Parti ouvrier révolutionnaire " (CPS n° 52).

En combattant pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, la construction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, notre Cercle agit en ce sens.

Le 30 décembre 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

(10 NUMEROS: 100 FRANCS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: Serge SELLERON – 6 rue du Dauphiné – 91300 MASSY

Directeur de la publication: Olivier LESTANG - Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale